

AIACE VOX

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne

MAI 2022 • n°122



Ukraine - Quelles perspectives pour son adhésion à l'UE ?

Page 6

The farmer who became president. A profile of Henry Plumb

Page 26

Assises 2022 à Loutraki

Page 42





Dear readers

Maruja Gutiérrez

I am closing this issue of VOX right back from Loutraki, where we have had one of the best Assises ever. Didier Hespel is reporting on them. Before presenting this issue, I would like to start with an explanation for the sudden disappearing of VOX, which has been the subject of many questions.

Following a mislead complaint (see VOX121) the Data Protection Officer of the Commission limited VOX distribution to AIACE members and stopped it until a different address management system was established. This huge operation has been carried out by the Secretariat, with the collaboration of AIACE sections, and distribution has finally restarted.

VOX 120, dated October 2021, arrived to you in April 2022, followed a few weeks later, by VOX 121, dated January 2022. We are sorry for this long absence, and we hope that this issue, which should reach you in June, marks the beginning of a new stable period.

These are good news, even if in the wider view, these problems are insignificant. What is of more concern is that once the Covid-19 pandemic was starting to look nearly over, restrictions were eased and social life and activities were returning to normal, a new big shock came upon us: Ukraine.

Even in normal conditions, VOX is not a current news bulletin. I hope that by the time this issue is with you, news from Ukraine will be better than they are now, in early May 2022. We start this issue with an article on the perspectives of Ukraine's accession to the European Union, written by Jean-Guy Giraud, VOX key correspondent on EU matters. This accession, which is expected by many as a path to recuperation and development for Ukraine, is not without problems. We hope they will be overcome as soon as possible.

The Ukrainian catastrophe, as in time did Covid-19, has raised everywhere initiatives for help. AIACE-International and many AIACE sections, have made donations to organizations active in diverse ways of helping Ukrainian people, in particular Ukrainian refugees, i.a. by contributing to the EU Solidarity Response Fund and EU staff support for the people of Ukraine (eustaff4climate.info).

We wish to publicize these calls for generosity towards people in distress with an article from EU CAN AID, an organization promoting the solidarity of EU staff with less privileged people in developing countries, supporting small NGOs or local communities who do not have access to funding from major donors.

For the rest, you will find VOX122 full, as usual, of interesting pieces contributed by our readers. Let me highlight an article on the legal history of Erasmus, not as well known as its impressive success; the last issue of Barbara Höhfeld memories as a child in wartime Germany. Let me also highlight a thought-provoking piece on the real, the important, and the ephemeral; on plague, environment and war hounding our history forever.

Then, also as usual, AIACE helps pensioners with practical problems such as EU Login. And AIACE sections are active and full of energy.

You will see.

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction

Panos Carvounis
Jean-Guy Giraud
Egon Heinrich
Elisabeth Helander
Didier Hespel
Anne-Marie Lits
Belinda Pyke

Éditeur responsable

Dominique Deshayes

Rédacteur en Chef

Maruja Gutiérrez,
marujagutierrezdiaz@gmail.com
Avec la collaboration du Secrétaire
général Didier Hespel
didier.hespel@telenet.be

Design, impression et distribution: OIB
Association Internationale des Anciens
de l'Union européenne
N105 00/036 (av.des Nerviens 105
1040 Bruxelles)
Tel: 02-295.29.60
Email: aiace-int@ec.europa.eu
Numéro d'entreprise 0408999411
Internet: <http://www.aiace-europa.eu>
Tirage du "VOX": 25.830 exemplaires
Photo couverture : Loutraki Assises

02 Edito 02
Le mot de la Présidente 04

European Union

Ukraine, quelles perspectives
pour son adhésion à l'UE? 6
VETO DELENDUM EST 10
EU can aid! 12
Ecu, euro, or euromark?
The name of the single currency 14

Articles

Histoire juridique du programme Erasmus 16
Wirkliches, Wichtiges, Vergängliches 22
The farmer who became president 26
Kindheitserinnerungen, Kap. IX: Die Heimkehr 30
Altiero Spinelli 32

AIACE internationale

Rapport des Assises 36
Authentication EU Login problems 46
Authentification EU Login : problèmes 47

Vie de l'aiace

The most unexpected thing 48
L'Assemblée Générale et le repas de l'AIACE-section
Luxembourg : vive le présentiel ! 50
Uma narrativa de Cabul - O casamento afegão 51
New administrative council 54
Enquête AIACE-France 55
Celebrating Europe Day 57
RCAM/JSIS e Servizio Sanitario Nazionale:
sono tra di loro incompatibili? 58
RCAM/JSIS and the Italian Health Service:
are they incompatible? 60

Nous avons lu/ We have read 62

In Memoriam

Michel Carpentier 65
Ils nous ont quittés 67
Demande de adhesion 70
Membership application 70

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, ayez
l'obligeance de remplir le formulaire sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de
le renvoyer à l'adresse figurant au bas du formulaire.

If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form
on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address at the
bottom of the form.



La paix au plus vite



**Dominique
Deshayes**

Nous étions arrivés au terme de l'année 2021 avec plein d'espoir.

La pandémie de COVID commençait enfin à s'essouffler. Les sections toujours actives même pendant les confinements commençaient à organiser des activités, visites, conférences, voyages...

Personnellement, j'ai pu me rendre «pour de vrai» aux Assemblées générales ou rencontres de la Suède, du Luxembourg et de la Finlande. Partout, j'ai pu constater le dynamisme des sections, l'engagement des adhérents, la volonté d'aider les autres.

Et puis, le pire est arrivé, la guerre et la menace de son extension. L'Europe n'était plus un territoire de paix.

À l'heure où j'écris ces lignes, la situation est apocalyptique pour le peuple ukrainien et pour ceux qui fuient leur pays.

Dans ce contexte où les droits humains sont sous forte pression, l'Union européenne est à la hauteur des enjeux, mais notre vigilance est plus que jamais nécessaire.

Dans mon dernier éditorial, je vous souhaitais une année 2022 sereine et militante.

Elle ne sera pas sereine, mais elle sera solidaire et engagée.

A young child, dressed in a dark blue quilted winter jacket with a hood, a light blue knit beanie, and a matching turtleneck scarf, holds a white sign. The child's face is partially visible through the scarf. The background is a soft, out-of-focus landscape with warm, golden light, suggesting a sunset or sunrise. The child is wearing green gloves and holding the sign with both hands.

STOP WAR
IN
UKRAINE

Ukraine

Quelles perspectives pour son adhésion à l'UE ?



Jean-Guy
Giraud

Une des principales motivations du « grand élargissement » de l'UE en 2004/2006 était d'ordre géo-stratégique. Il s'agissait d'arrimer les anciens pays du bloc soviétique au camp occidental et de les protéger de l'influence russe. Parallèlement, ces pays furent d'ailleurs, pour la même raison, admis au sein de l'alliance atlantique. À la lumière de l'attitude offensive et interventionniste de la Russie poutinienne développée depuis 2012, cette stratégie s'est avérée justifiée comme le démontre l'invasion de l'Ukraine en 2022 .

Il semble bien, en effet, que seule l'**appartenance de ces pays à l'UE et à l'OTAN les ait-jusqu'ici du moins-protégés du nouvel impérialisme russe**, lequel s'est, de fait, « limité » aux pays limitrophes demeurés en dehors de ces deux organisations (Ukraine, Biélorussie, Géorgie, Moldavie). L'UE a d'ailleurs, depuis 2009, développé ses relations avec ses derniers dans le cadre du « partenariat oriental » dans le même but de les rapprocher de l'Ouest européen sans pour autant envisager leur adhésion au « club ».

L'**agression russe en Ukraine**—tant par son ampleur que par sa violence—va inévitablement conduire l'UE à envisager plus rapidement que prévu l'opportunité et la faisabilité d'un renforcement

de ce partenariat en vue de bloquer—ou au moins de freiner—l'expansionnisme délibéré et déclaré du régime poutinien.

D'ores et déjà, **la question de l'adhésion pleine et entière de l'Ukraine à l'UE est posée**. Celle-ci a déposé officiellement sa demande de candidature, le Conseil européen s'est engagé à l'examiner et le Parlement européen s'y est déclaré favorable. La question de son entrée dans l'alliance atlantique a été, au contraire, provisoirement écartée.

Mais cette perspective d'adhésion pose de sérieux problèmes de diverses natures.



Le plus évident et le plus immédiat tient à **l'évolution et à l'issue du conflit lui-même**—pour l'instant imprévisibles. Tout dépend en effet à la fois du rapport de force militaire sur le terrain et des choix stratégiques de la Russie—c'est à dire de ses dirigeants actuels. L'éventualité d'une occupation durable de l'ensemble du territoire ukrainien—un temps envisageable—ne semble plus d'actualité. Celle d'une emprise russe renforcée sur tout ou partie de la région du Dombass ainsi que de la rive Est (Mariopol) de la Mer Noire est, à l'heure actuelle, considérée comme la plus probable.

Pour autant, l'arrêt des hostilités—c'est à dire de la résistance prolongée des forces et du Gouvernement ukrainien—ne peut pas être garanti. **Une situation de guerre larvée et durable ne saurait donc être exclue. Dans de telles circonstances, la question de l'adhésion de l'Ukraine s'en trouverait reportée sine die.** En toute hypothèse, il est clair que la Russie demeurerait fortement opposée à cette adhésion et qu'elle pourrait même la considérer

comme une provocation pouvant légitimer des mesures de rétorsion contre l'UE et ses Etats membres.

À supposer que ces obstacles puissent être franchis d'une manière ou d'une autre, se posera pour l'UE **la question des conséquences internes d'une adhésion d'un pays tel que l'Ukraine.** Du fait de sa position géographique, de son histoire, de sa situation économique et sociale, etc ... l'entrée de ce pays dans l'Europe risque de s'avérer bien plus problématique que celle, déjà laborieuse, des ex- pays communistes entrés en 2004/2006. La taille même de l'Ukraine (600.000 km² et 45 millions d'habitants) en ferait le 3ème ou 4ème « grand » Etat membre de l'UE et impliquerait un ébranlement potentiel des équilibres politiques, institutionnels, budgétaires, etc... au sein de l'Union. Il faudrait donc, pour le moins, prévoir une longue période de transition tant pour la mise à niveau du nouvel Etat membre que pour l'adaptation de la gouvernance institutionnelle de l'UE elle même.

Il serait même légitime de s'interroger sur les conséquences de nature existentielle de cette adhésion sur l'UE.

Le passage de l'UE17 à l'UE27 a été—et demeure plus de 10 ans après—une épreuve redoutable pour l'unité et la solidarité de l'Union dans son ensemble. Sa marche vers l'intégration politique et économique, telle que fixée par les traités depuis l'origine, s'en est trouvée freinée voire remise en cause. La perspective confirmée de l'adhésion prochaine de plusieurs pays des Balkans (théoriquement au nombre de 6) est à l'évidence susceptible d'aggraver ces difficultés. D'autre part, certains pays du partenariat oriental (tels que la Moldavie et la Géorgie) se sont joints à la demande d'adhésion de l'Ukraine. **Théoriquement se dessinerait ainsi une « nouvelle Union » de près de 36 Etats membres dont une bonne partie (près de la moitié) originaires de l'Europe de l'Est et du Sud Est, anciennement liés au bloc soviétique.** Une telle translation géo-stratégique, économique, sociale, culturelle, etc... serait, en fait, susceptible de modifier la nature même de l'Union—du moins dans sa conception originelle et encore actuelle.

Pour toutes ces raisons, il serait peut-être opportun d'**envisager pour l'Ukraine—du moins à terme—une solution alternative ou intermédiaire à celle de l'adhésion.**

Il serait par exemple possible de procéder à un **renforcement significatif de l'accord d'association UE/Ukraine** conclu en 2014 dont les potentialités demeurent encore largement sous-exploitées. Dans ce cadre pourrait au surplus être inséré

une sorte de **plan Marshall de reconstruction des structures urbaines et industrielles du pays**, largement dévastées par l'armée russe ainsi qu'un soutien financier à l'Etat ukrainien. Conjointement, une **déclaration officielle de solidarité politique et de soutien à l'indépendance et à l'intégrité de l'Ukraine** pourrait être solennellement signée par l'Union.

Une troisième voie pourrait aussi être examinée : celle de la création d'**une nouvelle forme d'association entre l'UE et certains Etats tiers tels que l'Ukraine.** Une nouvelle catégorie d'« États affiliés à l'UE » pourrait être instituée permettant à ceux-ci de participer à—et bénéficier de—certaines politiques communes de l'Union (énergie, agriculture, infrastructures, recherche, ...) au même titre que les États membres, sans pour autant être insérés dans le processus institutionnel et décisionnel de l'UE. Souvent envisagée dans le passé (cf. la « Conférence européenne » proposée par le Président Mitterrand dès 1989 peu avant la dislocation de l'URSS), cette voie n'a en fait jamais été vraiment explorée avant qu'il ne soit procédé au grand élargissement. Serait-il encore aujourd'hui opportun d'y réfléchir plus avant pour l'Ukraine et, éventuellement, pour d'autres Etats du partenariat oriental ? La question mériterait au moins d'être posée.

On le comprend : la sauvagerie de l'injustifiable agression russe provoque une émotion légitime dans le monde et tout particulièrement en Europe. Cette agression est au surplus de nature à provoquer une grave déstabilisation géo-stratégique régionale et peut-être internationale. Et **l'Union européenne est naturellement**

Union européenne



appelée à jouer un rôle de premier plan pour contenir les conséquences de ce phénomène. Pour autant, elle doit aussi tenir compte des limites de sa propre capacité de réaction et de la nécessaire protection de l'avenir de son propre projet politique, précisément initié pour garantir la sécurité et la stabilité de l'Europe à l'issue de la « guerre civile » de 1939/1945.

Le Conseil européen a transmis à la Commission l'acte de candidature de l'Ukraine et celle-ci a déjà fait parvenir sa réponse au « questionnaire » préliminaire qui lui a été adressé. La Commission semble disposée à prendre position dans de brefs délais, sans attendre l'issue du conflit. **Il est probable qu'elle propose d'octroyer à l'Ukraine le statut de candidat** tout en soulignant la difficulté particulière de l'exercice. Sans doute proposera-t-elle également des mesures transitoires telles que le renforcement de l'accord d'association et une aide à la reconstruction du pays. **Le Conseil**

européen devra alors se prononcer à l'unanimité et certains États membres pourraient se montrer réticents.

Cet exercice risque malheureusement se dérouler sans que les conséquences (à court, moyen et long terme) d'une adhésion de l'Ukraine (et éventuellement de la Moldavie et de la Géorgie) sur le fonctionnement et sur la nature même de l'Union ne soient précisément prises en compte, comme ce fut le cas lors des précédents élargissements. La question à examiner est aussi claire qu'essentielle : comment maintenir les objectifs fondamentaux de l'Union face à une extension continue de son territoire et du nombre de ses États et à une diversité accrue des peuples qui la composent ? L'UE doit s'acquitter dans l'urgence de son obligation morale et confraternelle vis à vis de la nation et des citoyens ukrainiens. En même temps, elle doit aux citoyens européens d'assurer la pérennité du système qui les unit et les protège (1). ■

Tu veux flinguer ton association dès sa création?



Instaure la règle de l'unanimité dans les statuts.



Kevin Gorce



Jean-Guy Giraud

VETO DELENDUM EST

Parmi les sujets de nature institutionnelle qui pourraient être évoqués dans le cadre des débats liés à la “Conférence sur le futur de l’Europe” figure celui de la limitation de l’usage du vote à l’unanimité (VU) au sein du Conseil de l’Union au profit de la procédure normale du vote à la majorité qualifiée (VMQ).

Cette question a été abordée à l’occasion de chaque révision des traités et a fait l’objet de réformes limitant progressivement le champ d’application du VU.

La nécessaire limitation du vote à l’unanimité

Elle demeure toutefois d’actualité du fait que plusieurs questions—par définition **les plus importantes** pour l’UE—demeurent soumises au VU (1), freinant ou bloquant ainsi les décisions concernées (2).

D’autre part, le principe d’unanimité est contestable **sur le plan démocratique** puis qu’il permet à un seul État—même représentant une partie infime de la

population européenne—de s’opposer à la décision de tous les autres par une sorte de **droit de veto** incontournable. (3)

Si une telle situation pouvait être provisoirement tolérée dans une Union moins nombreuse et moins diverse, l’expérience démontre qu’elle constitue **dans l’UE 27 un facteur de paralysie** pour le développement de trop nombreuses politiques communes.

La Commission a d’ailleurs, dans le cadre de la réflexion sur la Conférence précitée, *expressément* invité les États à renoncer au VU dans plusieurs domaines—demande appuyée de longue date par le Parlement et à présent relayée officiellement par un groupe d’Etats membres.

Toutefois, la solution généralement envisagée consisterait seulement à **faire utilisation d’un article existant** du traité (article 48§7 TUE) permettant le passage du VU au VMQ dans certains cas/domaines à la condition que *l’unanimité* des États y consentent - et si aucun parlement national ne s’y oppose. De fait, cette clause n’a *jamais* pu être mise en oeuvre jusqu’ici.

Son remplacement par le vote à la majorité qualifiée renforcée ...

Dès lors la vraie question est celle du **remplacement pur et simple du VU par le VMQ** dans les dispositions concernées du traité. La solution souvent préconisée consisterait à substituer au VU le **vote à une majorité qualifiée renforcée (VMQR)**.

Ainsi, une décision serait acquise si elle représentait, par exemple :

- **80% du nombre des Etats** (au lieu de 55% pour le vote actuel à la majorité qualifiée),
- **80% de la population de l'UE** (au lieu de 65%).

Ainsi pourrait être évité un veto par *un seul* État–lequel devrait trouver un ou plusieurs alliés pour bloquer une décision, permettant ainsi au moins l'ouverture d'une négociation au sein du Conseil.

... assorti de certaines garanties

Certaines garanties pourraient être prévues telles que :

- l'accord du Parlement (pour les votes soumis à co-décision) statuant lui-même à une majorité renforcée (par exemple la majorité de ses membres).

- l'avis conforme de la Commission (lorsqu'elle est à l'origine de la proposition),
- le maintien de la possibilité d'abstention d'un État (dès lors neutralisé dans le décompte),
- la possibilité de report du vote à la demande d'un État.

Toutes garanties qui figurent d'ailleurs déjà dans certaines dispositions du traité sous des formes variées.

Une révision simple du traité

Ne demeurerait finalement soumises au VU qu'un nombre limité de questions de nature constitutionnelle–telles que la révision du traité ou l'adhésion de nouveaux membres. Une telle modification exigerait **une révision du traité** pouvant d'ailleurs, dans un premier temps au moins, être limitée à un seul article.

En l'occurrence l'article 48§7-3ème al.–de façon à permettre le passage du VU au VMQR par un vote du Conseil, lui-même acquis au VMQR : *“Pour l'adoption des décisions sus-visées, le Conseil (européen) statue (à l'unanimité) à la majorité qualifiée renforcée après approbation du Parlement européen qui se prononce à la majorité des membres qui le composent”*.

D'autres moyens de limitation des cas d'application du VU sont bien sûr possibles qui figurent déjà dans la doctrine (4).

Un débat qui devrait avoir lieu

Toutes propositions–nouvelles ou réitérées–de cette nature devraient faire l'objet d'**analyses politiques et juridiques** mises à jour et beaucoup plus détaillées/argumentées.

En tout état de cause, il serait fâcheux que la pesanteur et le scepticisme–qui se rattachent de longue date cette question–empêchent une fois encore de la prendre sérieusement en considération.

Comme il est tout de même probable qu'elle soit à nouveau au moins évoquée à l'occasion de la Conférence, il serait utile qu'**une étude approfondie** en soit effectuée ex ante–par exemple par un centre indépendant de réflexion.

(1)<https://www.consilium.europa.eu/fr/council-eu/voting-system/unanimity/>

(2)<https://www.euractiv.fr/section/economie/news/member-states-shield-national-vetoes-on-tax-matters/>

(3) situation aggravée en pratique par la grande disparité de taille entre les États de l'UE 27 qui ne compte pas moins de 11 États représentant moins de 2% de la population (dont 6 moins de 1%). Ainsi, dans un vote soumis au VU, le poids de l'Allemagne (83,8 millions) est le même que celui de Malte (0,4 million)

(4) par exemple le renversement de la règle actuelle : le VU (sur une proposition spécifique et dans certains domaines limités) ne pourrait être décidé que si une majorité qualifiée d'Etats membres le demandaient.

EU can aid!

**Running its 55th year of solidarity.
With the hope to do more!**



**Maria
Siaulyte**

Board of Directors
Member

It all started as a reaction to the global imbalance of development and the injustice that it created within. That was back in 1967, when a group of passionate colleagues from the European Institutions decided to continue collecting funds from staff to support those on the far end of development. This way **eu can aid!** was born—an independent association driven by the incredible solidarity of EU staff and now proudly running its 55th year of collective action. Back in the day you may have known us as **Europe Third World!**

We see that our mission to support small NGOs and local communities, which do not have access to funding from major donors, stays relevant, needed and appreciated.



Over the years we saw a growing number of beautiful initiatives supporting those in need. We too grow and adapt

to the changing landscapes of aid, new definitions of development and reshuffling of needs. While responding to the changes around, we see that our mission to support small NGOs and local communities, which do not have access to funding from major donors, stays relevant, needed and appreciated

Last year alone we have received 272 applications requesting funding! Applications for micro-development projects from struggling communities in remote areas, mostly from African countries and India and some from Latin America. Those applications request little in comparison to some big aid projects, often no more than 5.000 euros but they are driven by real urgency and strong willpower to improve life and wellbeing of the local people. Projects aim for immediate results with lasting effects and request funding for water and electricity in schools, sanitary improvements in care centres, orphanages and educational premisses, equipment and facilities for vocational training, purchase of herds or seeds for agricultural activities. Projects aim for social impact, socio-economic improvements or have income generating objectives. The contributions from eu can aid! not only provide for basic needs but allow the communities to move forward feeling stronger and more independent.

The contributions from eu can aid! not only provide for basic needs but allow the communities to move forward feeling stronger and more independent.



Selecting the applications for funding is not a simple task! Eu can aid! looks at the development projects from a holistic perspective considering a wide range of criteria. We ask if the product or service will be positively welcomed by the local society, if it will meet sustainability requirements. We research the local context, market, political situation and social order to ensure that the proposed development will be ethical and secure. We talk to the community leaders and representatives and try to learn more. And consult international partners when we lack access ourselves. Eu can aid! cares to enable the right people to take appropriate actions.

At eu can aid! we work hard to see more of such community empowerment! And we do it as volunteers, making the time for it after work, during our weekends and on holidays. Last year we had 30 volunteers dedicating their time and energy – evaluating proposals, communicating with the NGOs, following up on progress reports, attending meetings and helping to run the association. We are fortunate to be able to count on such

dedication. The 23 Committee members are also devoting their time on purely voluntary basis. All of this allows us to keep the running costs at about 2% and stream all the donations directly to the communities in need. We, of course, get our reward too – through accomplishments of the communities we supported, success stories of projects, smiles of the project partners and good energies of the eu can aid! team working together!

At eu can aid! we work hard to see more of such community empowerment! And we do it as volunteers, making the time for it after work, during our weekends and on holidays.



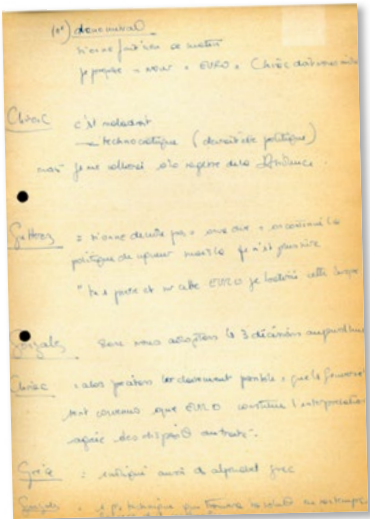
What do we wish for this year and the upcoming ones? To be able to give more. Last year we were able to fund 35 proposals out of the 272 applications we have received. And there were many occasions where we had to say ‘no’ to promising ideas, sadly so, simply because our funds had reached the bottom. Our hope for the future is to have the possibility to award all the most promising ideas and to see more communities with improved livelihoods.

We are always open to new collaborations and grateful for new members!

See our [recent projects](#) and [support us](#) so we can do more.

Ecu, euro, or euromark? The name of the single currency

Central Archives
of the Council



In William Shakespeare's *Romeo and Juliet*, Juliet ponders over the importance of "what's in a name". She implies that a name is nothing in itself. It is merely a convention with no meaning behind it. And yet, if you probe into why things are called the way they are, you often uncover fascinating insights into their origins. Nowhere is this more apparent than in the naming of **the single European currency, the euro**.

In **1995**, the creation of a single European currency was edging ever closer to becoming a reality, but a fundamental decision had yet to be taken: the future currency's name. This third post in the Council Archives series about the origins of the euro explores some of the key discussions about its name.

All the member states needed to agree on a common interpretation of the **Maastricht Treaty** regarding the status of the term 'ECU'. The **final decision** would be taken at the **European Council meeting in Madrid** on 15 and 16 December **1995**.

The meeting was not solely devoted to discussing the name, of course, but as the Luxembourg delegation pointed out, it was a relevant issue since the choice of name would have a direct influence on the degree of acceptance of the new single currency.

With indecision reigning, in **November 1995** the **European Monetary Committee** established a **series of criteria** to be taken into account when choosing the final name:

1. Having the same name in all languages
2. Linguistic simplicity
3. National neutrality
4. Public acceptability

Having **existed since 1979**, 'ecu' was the favourite candidate. It

was simple and citizens were used to it... but its echoes of the medieval French currency, the *écu*, made it not completely neutral, and therefore problematic.

Proposals for the name of the new currency were **not lacking**, e.g. florin, ducat, couronne. But not one of them grabs your attention like 'euro'.

The press credit Belgian Esperanto enthusiast **Germain Pirlot** as the **person behind the name 'euro'**. Pirlot sent a letter on 4 August 1995 to the president of the European Commission, Jacques Santer, suggesting the name. However, 'euro' might already have been around for quite some time. Back in the **1960s**, Italy's **European Federalist Movement** had already suggested the name. As of **1995**, 'euro' seems to have gained acceptance within the European institutions and among some national representatives, who started to see it as the main competitor of 'ecu'.

On arrival at the summit in Madrid, delegations came armed with the results of their own domestic polls and were familiar with the different options. As the documents show, 'euro' and 'ecu' were the European institutions' favourites, yet not all delegations were fully accepting of the new potential name – notably not the French delegation.



“...only a few thousand days to go!” This caricature by Haitzinger shows the fear German citizens felt about abandoning the German mark for a single European currency (© Horst Haitzinger)

Handwritten notes by an attendee at the meeting show us that several delegations found the name unoriginal and lacking in historical relevance. The UK suggested ‘**florin**’, pointing out that it was a denomination used widely in Europe through the ages. But ‘euro’ was the favourite. However, fearing a lack of acceptance of the new currency, German chancellor **Helmut Kohl** proposed prefixing ‘euro’ to the name of the national currency: ‘**euromark**’ in Germany, ‘**eurolira**’ in Italy, ‘**eurofranc**’ in France, and so on. The German proposal was rejected by several countries on the grounds it would create huge confusion between the countries.

The biggest opposition came from **Jacques Chirac**, who considered the name ‘euro’ to be clumsy (‘maladroit’) and

technocratic and was in favour of holding a public poll on the name. Chirac’s suggestion met with opposition from most of the delegations, who considered that delaying the decision would show indecision to the public and undermine public support for the single European currency as a project.

At this point, time was running out – the discussion about the name was taking too long and it was decided that a choice would be made that same day in Madrid. With some reluctance, most of the countries agreed that ‘euro’ was a name that symbolised the ideas of the European Union. Kohl finally accepted ‘euro’ as a noun, and Chirac, not wanting to oppose the decision of the presidency and the other member states, acquiesced.

Perhaps foreseeing the importance of the decision, the then Portuguese prime minister, **António Guterres**, took the floor and, paraphrasing the gospel, said “You are Peter, and on this euro I will build this Europe”. Indeed, since its creation, the euro has been a cornerstone in the construction of the European Union, shaping the way Europeans buy, travel and trade.

This post is part of a series of posts published by the Archives of the Council of the European Union on the origins of the euro. It does not necessarily represent the positions, policies, or opinions of the Council of the European Union or the European Council. ■



Histoire juridique du programme Erasmus

Histoire juridique méconnue du programme « Erasmus » qui fête en 2022 ses 35 ans !



Enrico Traversa

Introduction : la conception des programmes « Comett » et « Erasmus »

Si aux yeux des citoyens le programme *Erasmus* est sans doute la réalisation la plus concrète de l'Union européenne, ces derniers ignorent assurément l'existence du programme *Comett* et surtout les différentes étapes de l'histoire juridique de cette contribution fondamentale pour la construction d'une Europe fédérale.

Dans un contexte de convergences politiques entre les États membres (ci-après « Etat »), les contributions innovatrices de personnes visionnaires et dévouées à leurs fonctions, ont été le moteur de cette histoire.

Ces programmes d'échanges d'étudiants ont été élaborés en 1985 par le directeur de la direction « Education » de la DG-V « Affaires sociales » de la Commission européenne, le professeur Hywell Jones avec ses collaborateurs de l'époque.

Le premier, plus ambitieux, portait sur l'octroi de bourses d'études financées par le budget de la Communauté économique européenne¹ (ci-après « Communauté ») **pour permettre aux étudiants d'un Etat de passer un semestre dans une université d'un autre Etat** (programme « *Erasmus* »)². **Le second** visait, quant à lui, à promouvoir, moyennant également l'octroi de bourses d'étude financées par le budget communautaire, **des stages dans des entreprises dans un Etat**

1 Depuis le traité de Maastricht, il s'agit à présent de l'Union européenne.

2 La condition sine qua non pour le financement communautaire était que les examens, passés dans l'université de cet autre Etat, soient reconnus par l'université de provenance de l'étudiant.

autre que celui de l'université de provenance des étudiants concernés (programme « *Comett* »).

Ces projets, qui constituaient **une première dans la législation communautaire en matière d'enseignement**, furent confiés à un jeune juriste de l'équipe « Affaires sociales » du Service juridique, **Enrico Traversa**. C'est à lui que le professeur Jones demanda **un avis sur les limites des compétences de la Communauté en matière d'enseignement**. Il s'agissait plus précisément de trouver la bonne base légale n'impliquant pas le vote à l'unanimité.

Afin de contourner les **hostilités** affichées par certains Etats à toute intervention du législateur communautaire en matière d'enseignement, il était impératif de fonder ces décisions sur l'article 128 (formation professionnelle, majorité simple) et non sur l'article 235 du Traité CEE (pouvoirs d'action non prévus explicitement par le Traité, unanimité).

Première source d'inspiration : l'arrêt « Gravier » de la Cour de justice et la notion de formation professionnelle

Le hasard a bien fait les choses pour Enrico Traversa, étant donné que dans cette même année 1985 la Cour de justice (ci-après « Cour ») rendit le célèbre arrêt *Gravier*³. Cette affaire préjudicielle a été cruciale dans cette histoire puisque

la Cour a élaboré une définition extensive de la notion de *formation professionnelle* et a mis en exergue deux arguments juridiques qui seront fort utiles à M. Traversa pour son avis.

Dans cette affaire, un tribunal belge avait posé à la Cour la question préjudicielle⁴, tout à fait nouvelle, de la définition de la notion de formation professionnelle (article 128 du Traité) afin de savoir si elle s'appliquait en l'espèce. L'affaire concernait la problématique du minerval « étudiants étrangers » dont le montant était plus élevé que celui du minerval pour les étudiants belges ou dont les parents résidaient en Belgique, à savoir une différence de traitement qui touchait aux conditions d'accès à l'enseignement post-secondaire.

Pour établir l'existence d'une discrimination prohibée par l'article 7 du Traité CEE la Cour devait déterminer si la notion d'enseignement universitaire⁵ rentrait dans le champ d'application de la politique commune de formation professionnelle qui était, elle, bel et bien une compétence communautaire.

Elle répondit positivement.

- Premièrement, la Cour exerça une fonction de suppléance du législateur communautaire en élaborant sa propre définition de la **notion de formation professionnelle** : est qualifié de formation professionnelle tout **cycle d'enseignement supérieur ayant un lien**

3 C.J.C.E., arrêt du 13 février 1985, C-293/83, *Françoise Gravier c. Ville de Liège*, EU:C:1985:69.

4 Il s'agit d'une procédure qui permet à une juridiction nationale de poser une question d'interprétation ou de validité du droit européen à la Cour de justice de l'Union européenne.

5 En l'espèce il s'agissait d'une étudiante en art de la bande dessinée, *Françoise Gravier*, qui se plaignait d'être victime d'une discrimination indirecte sur base de la nationalité.

avec une profession spécifique ou qui confère l'aptitude particulière à exercer une telle profession⁶.

- Deuxièmement, la Cour constata que la **politique commune de formation professionnelle** (article 128 du traité) s'établissait d'ores-et-déjà au niveau communautaire : le Conseil avait déjà utilisé cette disposition pour adopter la décision 63/266/CEE portant établissement de **dix principes généraux** pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle⁷.

Tout en ayant le mérite d'inclure la formation professionnelle dans le champ d'application du traité CEE, l'arrêt *Gravier* présentait des **limites** découlant de **son objet** même. Il visait uniquement l'**application de l'interdiction de discriminations fondées sur la nationalité à une disposition de droit national (belge) constituant un obstacle à l'accès à l'enseignement d'étudiants d'autres Etats.**

Le **défi** que devait relever le Service juridique de la Commission résidait à présent dans la construction d'une compétence législative de la Communauté dont l'objet dépassait celui de l'arrêt *Gravier*⁸.

Le programme « Comett » sur la coopération entre universités et entreprises : Un choix stratégique gagnant

Le premier programme proposé par la Commission n'avait, initialement, pour seul objet que le projet *Comett*. Effectivement, le directeur de la direction-« Education » de la DG-V, suivit la recommandation stratégique d'Enrico Traversa **de proposer les deux projets séparément**. Selon ce dernier, la thèse de l'inclusion de l'enseignement universitaire dans la notion de droit communautaire de formation professionnelle serait plus convaincante si la Commission proposait, d'abord, un programme d'échanges d'étudiants entre universités d'un Etat et entreprises d'un autre Etat.

L'avis du Service juridique de la Commission partait du constat que même si textuellement l'article 128 du traité conférait au Conseil uniquement le pouvoir d'établir des principes généraux, et semblait ainsi limiter les pouvoirs d'intervention de la Communauté dans le domaine de la formation professionnelle, la pratique décisionnelle du Conseil permettait de dépasser cette lecture. Dans le cadre de cette politique, le Conseil avait, depuis l'adoption de sa décision 63/266/CEE, continué de mettre en œuvre ces principes généraux en adoptant des actes juridiques basés tant sur l'article 128 du traité que sur les principes généraux de cette décision⁹.

S'inspirant de cette pratique, le Service juridique de la Commission conseilla de transposer au programme *Comett* la

6 Arrêt *Gravier*, pt. 30 : « à toute forme d'enseignement qui prépare à une qualification pour une profession, un métier ou un emploi spécifique, ou qui confère l'aptitude particulière à exercer une telle profession, un tel métier ou emploi, relève de l'enseignement professionnel, quels que soient l'âge et le niveau de formation des élèves ou des étudiants, et même si le programme d'enseignement inclut une partie d'éducation générale. ».

7 Décision du Conseil du 2 avril 1963, 63/266/CEE, publiée au J.O.C.E. du 20 avril 1963, p. 1338.

8 Pour rappel, il s'agissait de l'interdiction de discrimination en matière d'accès à un cycle d'enseignement universitaire.

9 Ex : décision 85/368/CEE concernant la correspondance des qualifications professionnelles entre Etats membres de la CEE en application du huitième principe général.

double base juridique « en cascade », à savoir l'article 128 du traité et la décision 63/266/CE, avec indication des principes généraux que ce même programme mettait en œuvre.

C'est ainsi que le 6 août 1985 la Commission présenta au Conseil une proposition de décision *Comett-I*.

A la grande surprise des Etats récalcitrants, la discussion sur la proposition de décision fut constructive car l'article 128 du traité prévoyait l'application du **vote à la majorité simple**¹⁰. Le vote positif de six Etats était donc suffisant¹¹ pour adopter une décision sur base de cet article.

Le Conseil demanda à son tour un avis à son Service juridique. S'inspirant de l'avis rédigé par Enrico Traversa, qui s'était retrouvé « comme par hasard » dans les mains du conseiller juridique du Conseil, ce dernier analysa également l'article 128 du traité CEE. Il souligna que la proposition *Comett-I* ne contenait pas d'obligations contraignantes pour les Etats, mais constituait plutôt un cadre administratif destiné à aider économiquement les universités et entreprises souhaitant participer au programme. Il était donc possible, sur la base de la théorie de « l'effet utile » et d'une interprétation large de la décision 63/266/CEE, que l'article 128 du traité avec cette même décision, pouvaient constituer ensemble la bonne base juridique du programme proposé par la Commission.

Après une discussion assez animée au sein du Conseil des ministres de l'Éducation, la décision *Comett-I* fut finalement adoptée **12 mais** sur la base, à la fois, de l'article 128 et de l'article 235 du traité et de la décision 63/266/CEE.

Le programme « Erasmus » sur les échanges d'étudiants entre universités

L'avis du **Service juridique** du Conseil sur le projet *Comett-I* fut considéré comme un grand succès **par les services de la Commission**. Il ouvra la voie à la double base juridique « **en cascade** » et ne remettait nullement en cause l'acquis de l'arrêt Gravier quant à l'interprétation large de la notion de formation professionnelle englobant **également** l'enseignement universitaire.

Le même jour où l'avis du Service juridique du Conseil sur le projet *Comett-I* fut transmis au Conseil des ministres de l'Éducation, la DG-V enclencha la procédure d'adoption de la proposition de décision instituant le programme *Erasmus-I*.

L'avis du Service juridique de la Commission pointait les analogies substantielles entre les projets ainsi que la différence consistant dans le fait que le programme *Erasmus* concernait potentiellement toutes les facultés universitaires et non seulement celles qui avaient des relations avec les entreprises. Enfin, il maintenait la base légale « article 128 CEE » proposée pour *Comett-I* et confirmée par le Conseil, **ce qui confirma que**

10 Article 148, paragraphe 1 du Traité CEE.

11 A l'époque, la Communauté économique et européenne n'était composée que de 10 Etats membres.

12 Décision 86/365/CEE portant adoption du programme de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le domaine des technologies (COMETT), J.O.C.E. L 222 du 8 août 1986, p. 17.

la « **tactique juridique** » de faire précéder le projet *Erasmus-I* par le projet *Comett-I* avait atteint pleinement son but. La décision *Erasmus-I* fut adoptée par le Conseil le 15 juin 1987 à nouveau avec adjonction de l'article 235 du traité.

Aucun recours en annulation ne fut intenté par la Commission contre la décision *Comett-I* en 1986, vraisemblablement pour ne pas perturber les négociations au sein du Conseil sur la proposition Erasmus. Néanmoins, lorsque la décision *Erasmus-I* fut formellement adoptée en 1987, la Commission saisit la Cour en invoquant **deux violations du traité comises par le Conseil lors de l'adoption de la décision Erasmus** :

- la méconnaissance de la pleine compétence législative de l'Union par l'adjonction, à la base juridique « article 128 » du traité, **d'une deuxième base juridique « article 235 » incompatible avec la première** ;
- une motivation insuffisante.

« **Erasmus-II** » et « **Comett-II** » :

L'arrêt de la Cour¹³ représenta, en dépit de son dispositif, **une victoire de la Commission** sur la question de fond consistant dans l'interprétation large de l'article 128 du traité¹⁴ et dans la reconnaissance **d'une compétence législative de la Communauté en matière d'enseignement universitaire**.

Suivant cet arrêt, sur proposition de la Commission, une nouvelle décision *Erasmus-II*¹⁵ fut adoptée par le Conseil, désormais basée uniquement sur l'article 128 du traité. **Aucun Etat n'osa attaquer cette décision**.

L'**histoire** se poursuivit par l'adoption d'une décision *Comett-II*¹⁶ qui était également fondée sur l'article 128 du traité et sur cinq des principes généraux de la décision 63/266/CEE. Trois Etats¹⁷, en minorité au Conseil, introduisirent un recours devant la Cour contre cette décision. En 1991, la Cour prononça un arrêt unique¹⁸ qui était entièrement en faveur du Conseil et de la Commission. Elle confirma que le programme *Comett-II* visait exclusivement la *formation professionnelle* et clarifia l'étendue de cette notion qui visait tant la **formation initiale que celle continue et permanente**, peu

13 C.J.C.E., arrêt du 30 mai 1989, *Commission des Communautés européennes c. Conseil des Communautés européennes*, C-242/87, EU:C:1989:217. La Cour rejeta le recours introduit par la Commission contre la décision Erasmus-I.

14 Confirmant sa jurisprudence antérieure. Voy. à cet égard : Arrêt Gravier ; C.J.C.E., arrêt du 2 février 1988, *Blaizot*, C-24/86, EU:C:1988:43.

15 Décision du Conseil 89/663/CEE modifiant la décision 87/327/CEE portant adoption du programme d'action communautaire en matière de mobilité des étudiants (Erasmus), J.O.C.E. L 395 du 30 décembre 1989, p. 23.

16 Décision du Conseil 89/27/CEE portant adoption de la seconde phase du programme de coopération entre l'université et l'entreprise en matière de formation dans le cadre des technologies (COMETT II) (1990-1994), J.O.C.E. L 13 du 17 janvier 1989, p. 28.

17 Le Royaume Uni, l'Allemagne et la France.

18 C.J.C.E., arrêt du 11 juin 1991, *Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, République française et République fédérale d'Allemagne c. Conseil des Communautés européennes*, aff. Jointes C-51/89, C-90/89 et C-94/89, EU:C:1991:241.

importait que le programme finance le perfectionnement professionnel tel que les stages en entreprise.

Depuis lors, on a pu observer une évolution de la production législative mettant en œuvre l'article 128 du traité (règle de la majorité simple) et la décision 63/266, jusqu'à ce qu'ils ne soient supprimés par le traité de Maastricht en 1992.

Conclusion : les objectifs du programme Erasmus sont aujourd'hui consacrés dans le texte d'un article du Traité

Après quelques réformes, c'est **désormais l'article 165 TFUE** qui consacre l'idée originelle du professeur H. Jones. Il dispose que l'action de l'Union vise à développer la dimension européenne de l'éducation à travers la mobilité des étudiants et des enseignants, en encourageant la reconnaissance académique des diplômés, ainsi qu'en promouvant la coopération interuniversitaire.

Actuellement (2022), les échanges d'étudiants au sein de l'Union européenne sont régis par le règlement n°2021/817 du 20 mai 2021 établissant le programme *Erasmus+*¹⁹. Pour les sept années de mise en œuvre de ce programme (2021-2027), le législateur de l'Union a prévu une enveloppe financière de 28 milliards d'euros. Cet engagement financier a doublé par rapport à celui prévu pour la période

précédente (2014-2020)²⁰. Cette augmentation du budget poursuit notamment l'objectif de renforcer l'accessibilité au programme *Erasmus+* en augmentant la participation de personnes provenant de milieux socio-économiques défavorisés. Après avoir été mis à rude épreuve par la crise sanitaire, le programme met l'accent sur la nécessité de renforcer l'adaptation d'*Erasmus+* au numérique et développer une pédagogie « hybride », à savoir tant « en présence » que « online ».

35 ans après sa création, on peut compter pas moins de **12 millions d'étudiants** ayant bénéficiés du programme Erasmus²¹. Parmi ces derniers, le **témoignage d'une jeune étudiante** de la Faculté de droit de Naples, Mirella Maselli, ayant passé un semestre en Belgique à l'université de Louvain-la-Neuve raconte l'**essence** de ce programme :

« Aujourd'hui se termine l'expérience la plus belle de ma vie. Avec Erasmus, on apprend non seulement à voir le monde avec des yeux nouveaux et à s'en sortir tout seul, mais aussi à faire confiance aux personnes que l'on ne connaît que depuis peu. (...) Croyez-moi, il n'y a rien de plus stimulant que de se sentir partie d'un pays autre que celui où l'on est né. (...) Erasmus est plus qu'un diplôme (...) Erasmus est une opportunité qu'il faut saisir puisqu'il fait grandir. »

19 Règlement (UE) 2021/817 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2021 établissant Erasmus+, le programme de l'Union pour l'éducation et la formation, la jeunesse et le sport, et abrogeant le règlement (UE) n°1288/2013, PE/32/2021/INIT, J.O.U.E. L 189 du 28.5.2021, p. 1-33.

20 European Commission, Directorate-General for Education, Youth, Sport and Culture, Erasmus+ Programme Guide 2022, 26.01.2022, à consulter via le site suivant : <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/programme-guide/erasmusplus-programme-guide>. Veuillez-vous référer au site de la Commission européenne suivant : <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/about-erasmus/what-is-erasmus>.

21 European Commission, Directorate-General for Education, Youth, Sport and Culture, *Erasmus+ annual report 2020, 2021*, p.18. (<https://data.europa.eu/doi/10.2766/049341>).

Einleitung von Jörg Doutlik

Dieses Essay in unserer Regionalzeitung für Südösterreich hat mich sehr berührt, besonders am Beginn des Angriffskrieges von W. Putin auf die Ukraine, knapp nach dem derzeitigen Höhepunkt der Coronakrise und nach den ersten ernstzunehmenden Ansätzen für Maßnahmen zur Eindämmung einer schon lange erkennbaren Klimakatastrophe. Der Autor und der Zeitungsverlag haben die Genehmigung zur Veröffentlichung in VOX erteilt.

Wirkliches, Wichtiges, Vergängliches



**Dr Manfred
Prisching**

Univ.Prof. Dr.
Manfred Prisching
Universität
Graz, Institut für
Soziologie
www.manfred-prisching.com

Kleine Zeitung 02.03.2022

An der südlichen Außenwand des Grazer Doms befindet sich das Landplagenbild, ein Fresko von Thomas von Villach aus dem Jahr 1485. Das Land befand sich in schlimmer Not, und drei Katastrophen wurden bildlich dargestellt: die Pest, die Heuschrecken und die Türken. Mit anderen Worten: Seuche, Umwelt und Krieg. Die existentielle Erfahrung ist ein halbes Jahrtausend später dieselbe: drei fundamentale Bedrohungen des menschlichen Daseins. Diese Gefährdungen des Lebens waren uns ein wenig aus dem Bewusstsein entglitten.

Erstens: Menschen haben Körper. Sie sind auch nur eine Spezies, die um das Überleben kämpft. Die banale

Körperlichkeit des Menschen verdrängen wir die meiste Zeit erfolgreich, so wie den Tod; Körper sind eine Sache von Wellness und Beauty, Ärzten und Pillen. Schließlich sind wir eine Fortschritts- und Wissensgesellschaft. Lebensverlängerung. Human Enhancement. Erfolge gegen den Krebs. Beinahe schon ewiges Leben. Mit der Vergänglichkeit des Lebens, an die das Aschenkreuz, das sich wenige zum Fastenbeginn holen, erinnern soll, haben wir nicht mehr viel im Sinn. Doch dann erleben wir, dass ein klitzekleines Virus auftritt, das wir nicht in den Griff bekommen, sondern eine Zeitlang mit den Methoden des Spätmittelalters bekämpfen. Bis dahin waren Seuchen (örtlich) weit weg: Ebola in Afrika. So etwas geschieht bei uns nicht.

Es ist doch geschehen. Die Gefährdung durch die Seuche haben wir noch nicht ausgestanden. Der Übergang von der Epidemie zur Endemie bedeutet nicht Verharmlosung, sondern ist die Botschaft von der Niederlage: Wir geben den Kampf auf. Das Ding bleibt, es ist im Moment vergleichsweise friedlich, doch es kann jederzeit zum Massenmörder mutieren. Wir entrinnen der Evolution nicht. Die meisten Menschen haben es wahrgenommen. Schließlich waren Leid und Tod allabendlich in den Nachrichten. Viele bemühen sich allerdings, es möglichst rasch wieder zu vergessen.

Zweitens: Umwelt ist Grundlage der Existenz. Die banale Abhängigkeit vom Habitat haben wir ebenfalls lange verdrängt, die Welt und ihre Ressourcen schienen unendlich. Zwar haben Studien schon jahrzehntelang Knappheiten vorgerechnet, aber auch das schien (zeitlich) weit weg: Das geschieht erst irgendwann. Zukunftsapokalypsen. Dann aber beginnt man es zu merken: das wärmere Klima, extreme Wetterereignisse, die Meeresverschmutzung – der ganze Katalog. Neuerdings, aber eben erst neuerdings, ist die Nachhaltigkeit in aller Munde. Rasch wird beschlossen, mit Wind, Sonne, Wasser und elektrischen Gerätschaften in das Green Century zu brausen. (Ohne russisches Gas bleibt uns ohnehin nicht viel anderes übrig.) Aber der Realitätsbezug bleibt gebremst. Denn E-Autos fahren derzeit wesentlich mit zusätzlichem Fossilstrom; das Speicherproblem für Wind und Sonne ist ungelöst; die zahlreichen Hochspannungsleitungen gibt es nicht; und weltweit wird der globale

Verbrauch an Fossilem sich in den nächsten Jahrzehnten zumindest verdoppeln. Es wird in Wahrheit ein Black Century. Aber die Bemühungen sind wenigstens in Gang gekommen, und sie gehen (meist) in die richtige Richtung. Nur die Verkündigung, dass die Transformation eine Win-Win-Situation für alle werden wird, ist ein irrales Überbleibsel aus besseren Zeiten und führt im Detail in illusionäre Versuchungen: Klimapolitik gehe nur, wenn niemand belastet werde.

Drittens: Krieg ist Normalität. Das gegenwärtige Europa war eine historische Anomalie. Ein Dreivierteljahrhundert Frieden und Wohlstand (mit Ausnahme der Balkankriege) ist beim Blick auf die Geschichte eine Skurrilität, eine historische Ausnahme, die nicht weitere Jahrzehnte halten konnte. Allein durch den Zerfall von Imperien, wie wir ihn derzeit erleben, steigt die Kriegswahrscheinlichkeit. Europa hat unverdrossen an seine “Nie wieder”-Rhetorik geglaubt, gleichzeitig hat man sich den Luxus von Fragmentierung und Zersplitterung geleistet. Die USA wurde zu einer beschädigten Demokratie, was die Stellung des ganzen Westens unterhöhlt. Die Außenwahrnehmung der europäischen Staaten war: fraglich, handlungsunsicher, moralisierend, entscheidungsunfähig. Und militärisch bringen sie nichts auf die Waage. Im realpolitischen Kalkül ist dies eine Situation, die genutzt wird.

So ist denn auch die Normalität des Krieges zurückgekehrt. Putins Krieg kam schneller als erwartet. Bei Putin verbinden sich auf widersprüchliche Weise Geschichts- und Machtdenken

“
*Umwelt ist
Grundlage der
Existenz.*

”

(das “Imperium”), Metaphysik (die “Heiligkeit” des Russischen) und Geheimdienstlogik (Lüge, Repression, Mord sind “Instrumente”). Mit einer solchen Gedankenwelt tut sich der Westen schwer; aber die Abgrenzung zu diesem Denken fällt leichter, je deutlicher es zutage tritt. Es ist auch nicht das Denken des “Ostens”: Wir bewundern die Heldenhaftigkeit jener, die in ihrer Heimat zu den Waffen greifen, und jener, die beim Aggressor protestieren, im Wissen um ihre sofortige Verhaftung. Im Westen gibt es, zumindest für den Moment, anstelle von Uneinigkeit und Zögerlichkeit eine unerwartete Geschlossenheit und Stärke bei den westlichen Staaten. Krise kann auch Kraft verleihen. Historische Dialektik: Vielleicht trägt Putin, der “Killer”, ohne es zu wollen, zur Rettung der westlichen Welt bei.

Wirklichkeitsverdrängung macht schwach. Die arabische, die russische und die chinesische Welt haben die Überzeugung gewonnen, dass der Westen dekadent ist. In mancher Hinsicht haben sie recht. Wenn wir den Begriff von allem kulturell-lebensstilhaften Brimborium befreien, kann Dekadenz heißen: ein Zustand, in dem die eigenen Lebensvoraussetzungen nicht mehr als solche erkannt und gewahrt werden; und in dem eine soziale Ordnung nicht mehr genügend Widerstandsfähigkeit mobilisieren kann, um mit Krisen fertigzuwerden. Es sind in unserem Falle die realen Herausforderungen von Seuche, Umwelt und Krieg. Man kann vor diesen Wirklichkeiten flüchten: Virus ist vorbei; Sustainability ist so gut wie erledigt; eigentlich ist es nicht unser Krieg.

Leugnungstendenzen werden durch Erfolge genährt. Man hat, gewöhnt an ein Leben in Wohlstand und Sicherheit, das Gefühl, den Härten des Lebens entronnen zu sein. Also verirrt man sich in Unwichtigkeiten und Kleinigkeiten, buddelt sich jeweils ein in feindselige Milieus, lässt Relevanzstrukturen, die Unterscheidungsfähigkeit für das Wichtige und Unwichtige, verschwimmen. Die generalisierte Unsicherheit hebt die Attraktivität geschlossener Denksysteme. Letztlich prallen nur noch Dogmen (und Unversöhnlichkeiten) aufeinander. Man driftet von der Realität weg.

Vielleicht helfen (nur noch) Krisen? Wenn die normale Lernfähigkeit eines Systems erlahmt ist, können Krisen die letzten Phänomene sein, durch die Probleme in die Bereiche von Wahrnehmung, Verständnis und Bearbeitung transportiert werden. Vielleicht haben wir es bei den aktuellen Ausprägungen der drei Grundgefahren, die Thomas von Villach seinerzeit in Bilder umgesetzt hat, bei Seuche, Umwelt und Krieg, mit Anstößen zu tun, die kräftig genug sind, den Westgesellschaften mehr Ernsthaftigkeit zu vermitteln. Elemente der Hoffnung, der Zusammenarbeit und der Lernbereitschaft gibt es in allen drei Bereichen, jedenfalls in der Mehrheitsgesellschaft. Es gilt der alte Spruch, dass man keine Krise ungenutzt lassen soll. Manche Aufschwünge von Einigkeit und Bewusstheit sollten auch noch jenseits der nächsten Wochen tragfähig sein. Immerhin wäre der Aschermittwoch ein geeigneter Tag, drei Minuten einer Meditation über Wirkliches, Wichtiges und Vergängliches zu widmen. ■



An der Außenseite des Grazer Domes befindet sich im Süden neben dem Seiteneingang mit dem sogenannten Gottes- oder Landplagenbild eines der künstlerisch und historisch wertvollsten Freskogemälde des Landes. Es wurde 1480 von den Grazer Bürger gelobt, entstand 1485 und erinnert an die furchtbaren Heimsuchungen des Landes im Sommer 1480, als ein überraschender Türkeneinfall, eine Pestepidemie und riesige Heuschreckenschwärme die Bevölkerung an den Rand der Auslöschung brachten. Das Wandgemälde mit seiner dichtgewobenen Bilderwelt zeigt programmatisch nicht nur in erzählerischer Weise

die Plagen, sondern verbindet diese auch mit der hl. Dreifaltigkeit in drei identischen Gestalten, mit christlichen Heiligen und alttestamentarischen Propheten, dem Papst und den Ordensgründern Dominikus und Franz von Assisi als Repräsentanten der Laienwelt. All das ist durch zahlreiche Inschriften dem Verständnis nähergebracht worden. Dieses heute nur mehr als ein Schatten seiner selbst sichtbare Meisterwerk wird dem bedeutendsten innerösterreichischen gotischen Maler, dem Meister Thomas von Villach zugeschrieben.

<https://de.wikipedia.org/wiki/Landplagenbild>



Margaret Thatcher,
Hans Van den Broek,
Henry Plumb .
© European Union

The farmer who became president

A PROFILE OF HENRY PLUMB



David Harley

Henry Plumb, the only Briton to be elected president of the European Parliament, held office from January 1987 to July 1989. He won the election by five votes in a surprise result against the Spanish socialist and former minister Enrique Barón. The news was received in Margaret Thatcher's Downing Street with a mixture of bafflement and condescension, although the Foreign Office under Geoffrey Howe quickly adapted to this unexpected turn of events and saw

an opportunity, if handled adroitly, to further advance UK interests in Brussels. With David Williamson installed as Commission Secretary-General, several director-generals in key posts and now a British president of the European Parliament, the prospects of influencing the EC's agenda were looking positive.

The election had been a genuine contest, rather than the usual stitch-up between groups and self-appointed

grandees acting under national pressure. Plumb largely owed his victory to the last-minute support of the Irish MEPs, who appreciated his farming background and generally conciliatory approach (which they considered unusual in a British Conservative), and the abstention and in some cases support of the French far right under Jean-Marie Le Pen. But Henry Plumb was elected president above all because people across the House liked and trusted him. The bluff, affable, ruddy-cheeked exterior hid a canny pragmatist strongly committed to building bridges in the general interest and to the European project. He soon showed that he was not to be underestimated. An easy charm and the stamp of authority both came naturally to him.

It had been quite a journey for the boy who left school at the age of fifteen to help on his father's farm in Warwickshire during the war. While farming and raising his herd of dairy cattle, Plumb gradually progressed through the senior ranks of the National Union of Farmers to become its president in 1970, for which he received a knighthood, and the chair of COPA – the European Association of Agricultural Producers – before being elected as Conservative MEP for the Cotswolds in the first direct elections in 1979. He quickly made his mark in the Parliament, first becoming chairman of the agriculture committee (in those days one of the most influential) and then leader of the Group of British Conservatives. Once elected president, he appointed two experienced civil servants to his private office or Cabinet: Robert Ramsay, who had risen to the highest ranks of the Northern Ireland

civil service, and Emyr Jones Parry, who was on secondment from the FCO and went on to become UK ambassador to NATO and the United Nations.

Plumb's time in office coincided with a significant extension of the European Parliament's competences and powers, with the entry into force on 1 July 1987 of the Single European Act, the first major revision of the Treaty of Rome. The original White Paper leading to the Act was drawn up by the British Commissioner and Thatcher nominee Lord Cockfield. Its call for the creation of a single market by 1992, accompanied by a reform of the Community's legislative process with the introduction of cooperation and assent procedures, meant that it was in the European Parliament's interest to be closely involved in preparations for its implementation. This watershed moment and its political implications for the balance of power between the Institutions were not lost on Lord Plumb – he was elevated to the peerage in April 1987 – and the leaders of the main political groups. From now on Parliament's role was to become much more than consultative and would develop into that of co-legislator. As a consequence, in addition to the day-to-day management of the House, an important part of Plumb's duties that had not been in the original job description was to project, through his presidency, the image of a Parliament that worked effectively and responsibly together with the Commission and Council.

This new spirit of inter-institutional cooperation was given concrete form on 29 June 1987 when, at the invitation of the Belgian presidency and largely on

“
It had been quite a journey for the boy who left school at the age of fifteen to help on his father's farm in Warwickshire during the war.
”

the initiative of the then foreign minister Leo Tindemans, Lord Plumb became the first president of the European Parliament to address the European Council (the body bringing together prime ministers and heads of state), a tradition that has continued ever since. One prime minister in particular was less than delighted at this innovation: in the anteroom awaiting the start of the summit with the assorted heads of state and government, he was greeted by Mrs Thatcher with the words 'Henry! What are you doing here?' Helmut Kohl quickly took Plumb aside, and with a twinkle in his eye told him sternly, through an interpreter, that if he didn't behave he would be sent to the Tower of London on a diet of stale bread and water.

Relations with Mrs Thatcher were to become further complicated with her infamous Bruges speech the following year, which many saw as the start of the unravelling of Britain's European policy and served as a 'lightening rod' for Euroscepticism in the Conservative party. Whatever his personal views, given his institutional position Plumb was careful not to become directly embroiled in the ensuing battle. Nevertheless, despite his best efforts to remain aloof, the Independent newspaper reported that 'Lord Plumb will criticise almost every aspect of Mrs Thatcher's Bruges campaign, reserving particular poison for the suggestion that Brussels is wilfully creating unnecessary red tape. 1992 is blowing the whistle on red tape, not creating it.' No denial was issued from Plumb's side.

Another 'first' of the Plumb presidency was the creation in 1988 of the Sakharov Prize for Freedom of Thought, following an initial proposal by the British Conservative MEP Nicholas Bethell. The awarding of the prize in December each year remains an important

annual event in the European Parliament's calendar to this day. The first winners were jointly Nelson Mandela and Anatoli Marchenko, the Soviet author and dissident. Plumb was no longer president when Mandela, after his release from prison, came to collect his prize in Strasbourg the following year. Plumb was still an MEP and hosted a lunch in Mandela's honour. Over coffee, in an expansive mood, Mandela recounted his clandestine visits to London in the 1950s under an assumed identity to purchase arms for the ANC and the armed struggle. He had enjoyed telling Mrs Thatcher about these secret trips to buy Kalashnikovs when he had visited Downing Street the previous week. Apparently the prime minister was not amused.

In terms of media coverage of Henry Plumb's presidency, one incident surpassed all others – when he expelled Ian Paisley from the Chamber during the visit of Pope John Paul II on 12th October 1988. After Paisley had held up a poster denouncing the Pope while shouting 'I refuse you as Christ's enemy and Antichrist with all your false doctrine', he was quickly and summarily bundled out of the Chamber by security staff. His Holiness remained unperturbed during this incident. Paisley claimed after the event that he had been grievously mishandled and that Plumb should have never allowed a vicious attack on a member of Parliament exercising his right to free speech. In fact the reaction to Paisley's rant and his ejection had been carefully planned in advance and stage-managed by Plumb's Cabinet, moreover with the Vatican's full agreement.

Shortly before the end of his mandate, as something of a swansong, in February 1989 Henry Plumb visited Argentina, with the discreet blessing of the foreign secretary Geoffrey



Howe. There he met with President Raúl Alfonsín in the Casa Rosada – the presidential palace – in Buenos Aires. He was the first British politician to meet the Argentine authorities since the Falklands War six years previously, and diplomatic relations were still suspended, with all communications having to go through the Swiss consulate. Somewhat to Plumb's surprise, Alfonsín, an erudite if slightly eccentric social democrat, seemed genuinely pleased to see him. After thanking the European Parliament for its support for human rights in Argentina and Latin America generally, he then appealed for help from the EU and the European Parliament, asking Europe 'to show generosity of spirit' to help tackle Argentina's grave economic problems and crippling levels of debt. Although it was still too early to discuss questions of sovereignty over Las Malvinas, surely the two sides could start by sitting round a table to discuss economic and trade issues? Plumb replied that perhaps the European Parliament could be the vehicle to make that happen, and he would convey Alfonsín's message to Brussels and London. As it turned out, almost exactly one year later, on February 15th 1990, diplomatic relations between Britain and Argentina were re-established.

By that time Lord Plumb had been succeeded as president of Parliament by his opponent in 1987, Enrique Barón. As he made his way out of the Chamber for the last time as president after receiving a standing ovation, MEPs lined up to offer their thanks and congratulations to 'Henry' in various languages. Proudly calling himself 'semi-bilingual', Plumb didn't understand all the words but got the gist, and smiled broadly.

He had been a popular president, and had made his mark on the Institution in an understated, rather British way. If the moment of his departure did not feel at the time like the end of an era, it nevertheless closed a significant chapter in the European Parliament's development, under the firm and effective stewardship of 'the farmers' man'.

Less than six months after Plumb left office, the Berlin Wall came down, marking the end of Soviet dominance in Central and Eastern Europe, and transforming the European Union and the cosy family of Western European nations. With hindsight, Henry Plumb's presidency does seem to have marked the end of an epoch. ■



„Die Anbetung der Heiligen drei Könige“ von Conrad von Soest; rechter Flügel des Marienaltars in der Dortmunder Marien-Kirche. Entstanden um 1420 (Abbildung bei Wikipedia)



Barbara Höfeld

Kindheitserinnerungen, Kap. IX: Die Heimkehr

Etwa drei Monate waren wir – Mutter mit ihren vier Kindern – seit dem Aufbruch aus dem Sudetengau unterwegs gewesen. Nach dem Übertritt über die Zonengrenze zur britischen Zone hatten wir es nicht mehr weit.

Es war schon Nacht, als wir im Bahnhof Kassel einfuhren. Ein Mitfahrender wies auf einen entfernten Bahnsteig: dort stand ein Güterzug mit offenen Waggons, aus denen Köpfe herausragten, die sich gegen das fahle Bahnhauslicht abzeichneten. In diese Waggons mussten wir einsteigen. Der Güterzug fuhr nach Dortmund, um dort Kohle zu laden. So fuhr er hin und her; und weil er auf einer Strecke leer fuhr, nahm er die Flüchtlinge mit.

Dortmund, unsere Heimatstadt. Nach zweieinhalb Jahren Abwesenheit könnten Kinder sie vergessen haben. Ich hatte sie nicht vergessen, ja, im Sudetengau hatte ihr mein Heimweh gegolten: dem Ort, wo es Familie und Nachbarn gab, wo man leicht Freundschaften schließen konnte. (Warum ich das woanders nicht konnte, darüber müsste ich nachdenken.) Dortmund, ein Zentrum der Stahlindustrie und des Bergbaus, war im späten Mittelalter Freie Reichs- und Hansestadt gewesen, eine reiche und mächtige Stadt. Davon war ihr nach Jahrhunderten der Bedeutungslosigkeit ein gotisches Rathaus geblieben, berühmt als das „älteste steinerne Rathaus Europas“. Jetzt lag es in Trümmern, wie der Rest der Stadt.

Daran dachte ich gewiss nicht, als wir in Kassel mit Sack und Pack mit Hilfe der anderen Passagiere im Güterwagen unterkamen und darauf warteten, dass der Zug abfuhr. Er würde eine Nebenstrecke benutzen und nur dort stehenbleiben, wo die Signale es geboten. Fanden wir Schlaf? Wie machten wir Pipi? Ich erinnere mich nicht daran. Wir fuhren die Nacht durch und einen guten Teil des Tages. In Dortmund schließlich blieb der Zug kurz vor dem Südbahnhof stehen, keine Einfahrt. Kurzerhand stiegen wir auf freier Strecke aus – denn von dort waren es kaum zwanzig Minuten Fußweg bis zum Haus meiner Patentante. Das war unser Ziel. Eine eigene Wohnung besaßen wir nicht mehr, meine Mutter war ja vor zwei Jahren mit allen Möbeln ausgezogen. Doch meine Patentante bewohnte als Mieterin ein Haus in einer Siedlung. Obgleich auch sie vor den Bomben aufs Land geflüchtet war, blieb sie „Hauptmieterin“, nur hatte das Wohnungsamt inzwischen

zwei „ausgebombte“ Familien eingewiesen. Ein einziges Zimmer blieb für meine Tante reserviert. Dort waren ihre Möbel abgestellt. In diesem Zimmer ließen wir uns schließlich nieder.

Schon als wir mit unserm Handwagen in die Straße einbogen, erschreckte uns der Anblick des Nachbarhauses: es lag in Trümmern, eine Hauswand fast waagrecht über seinen übrigen Bestandteilen.

Halt. Meine Brüder protestieren: den Handwagen hätten wir erst später am Bahnhof bei der Gepäckausgabe abgeholt. Daran erinnere ich mich nicht. Ja, ein Beutel mit Kartoffeln, der am Lenker gehangen habe, sei auch noch da gewesen! Dann müssen wir den Wagen mit den fünf Koffern (und den Kartoffeln) ja in Kassel aufgegeben haben? Vermutlich.

Wehmütig verabschiede ich mich von meiner Vision: mit dem Wagen vorfahren. Nein, wir hatten nur unsere Rucksäcke dabei: meine Mutter, mein ältester Bruder und ich. Wir drei erkannten auch das Haus von früher wieder, trotz seines Zustandes: das Dach war notdürftig mit Zinkblechen gedeckt, die Fenster mit Brettern und Kunststoffolie abgedichtet. Wir klingelten, und die Bewohner öffneten. In meiner Erinnerung wurden wir selbstverständlich, ja freundlich eingelassen. Sie halfen uns, das dreistöckige Bett aus dem „Luftschuttkeller“ heraufzuholen, und so hatte, mit dem Sofa und den zwei Sesseln, jeder eine Schlafstätte für die Nacht.

Am nächsten Morgen begann die neue Zeit, mit endlosen Gängen zu den Ämtern. Wir mussten uns anmelden, wir brauchten Lebensmittelkarten.

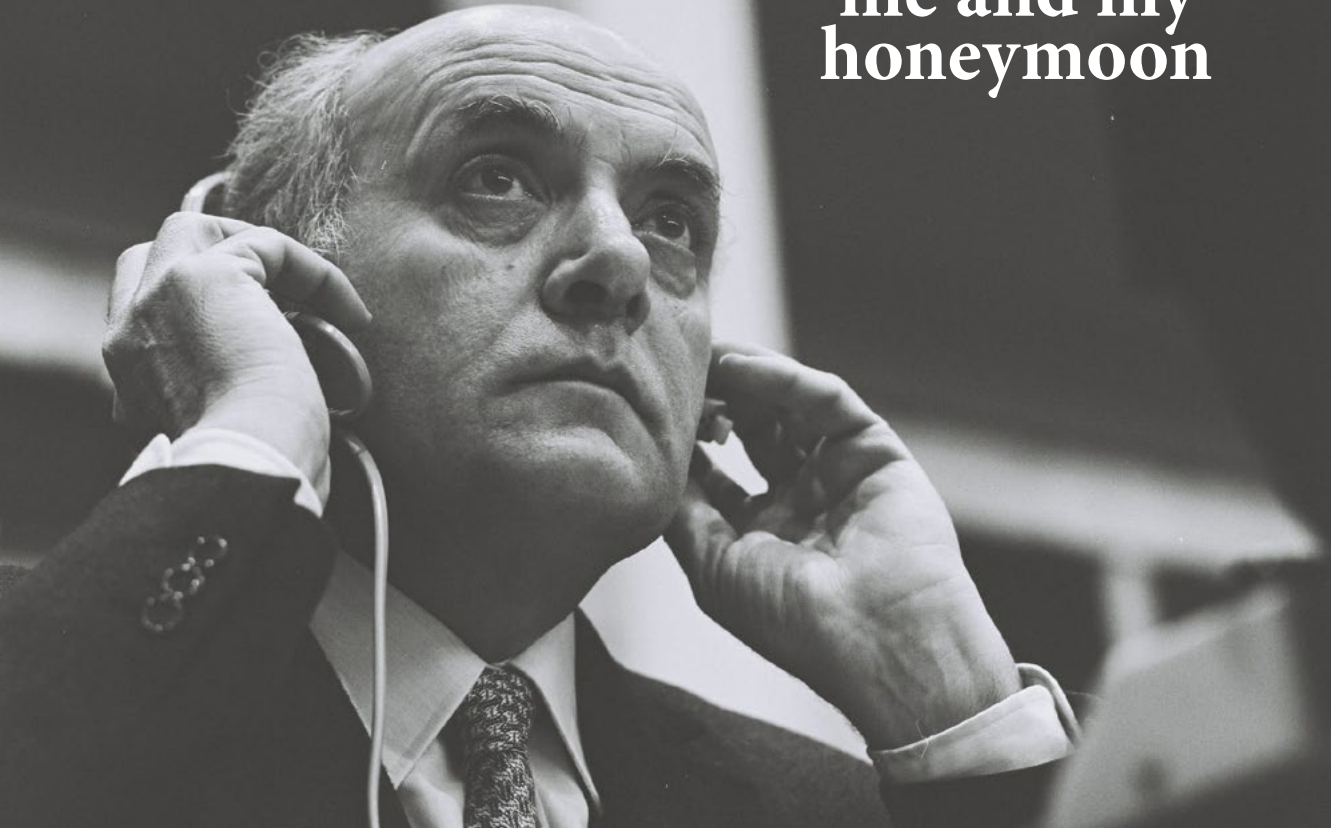
Unentwegt mussten wir Dinge besorgen und überall schlangestehen. Bald fing auch die Schule wieder an.

Die Schornsteine der Stahlwerke qualmten, auf den Zechen drehten sich die Räder der Fördertürme. In der Innenstadt ragten aus den Schutthaufen Ruinen zum Himmel, schmale Trampelpfade schlängelten sich durch den Schutt. Auch vom gotischen Rathaus war nichts mehr übrig. Gegenüber vom Hauptbahnhof wurde eine Schüttvorrichtung installiert. Mehrere Jahre lang fuhr ich auf meinem Schulweg daran vorbei: unentwegt schütteten Lastwagen den Schutt aus der Stadt in Loren, die ihn auf provisorischen Gleisen wegtransportierten, an den äußersten Rand der Stadt. Darunter wohl auch die Steine des gotischen Rathauses. Nur von den Kirchen blieben die Ruinen stehen, die Kirchen wurden später wieder aufgebaut.

Wenn heute jemand nach Dortmund kommt, so empfehle ich einen Besuch in der Marienkirche. Der dortige Marienaltar ist eines der schönsten Gemälde, die ich kenne. Er war vor dem Bombenkrieg in Sicherheit gebracht worden. Dem spätgotischen Maler Conrad von Soest, der seine Kunst am burgundischen Hof erlernt hatte, ist es gelungen, burgundische Pracht mit Innigkeit und Zartheit so zu verbinden, dass dem/der Zuschauer/in, wenn er, sie sich nur genug Zeit zum Anschauen nehmen, das Herz aufgeht und die Seele sich beruhigt. Eine Schönheit, die vollkommene Ruhe ausstrahlt. So erlebe ich es, immer wieder, wenn ich gerade mal dort bin. So bleibt Dortmund mir eine Heimat. ■

ENDE

Spinelli, me and my honeymoon



*Alan Hick
alias Yvonne*

The first time I met Altiero Spinelli did not go well. As a young researcher at the European University Institute in Florence preparing a PhD on the history of the European Movement, I had read about Spinelli and arrogantly thought to myself – at last, someone who thinks like me! Needless to say, his “back-story” was a lot more prestigious.

An anti-fascist militant against Mussolini, he was arrested in 1927, imprisoned for ten years and confined for a further six on the island of Ventotene where, in June 1941, he and fellow prisoners Ernesto Rossi and Eugenio Colorni clandestinely drew up a Draft Manifesto “For a Free and United

Europe”. The Ventotene Manifesto for a post-war democratic European Federation was a key rallying call of the Italian and European Resistance and European Federalist Movement. Sadly, post-war, their radical blueprint for European Federation was neglected and usurped by the neo-functional Jean Monnet model. Spinelli was nonetheless rightly considered as a “pioneer” and “founding father” of European Union. He played a significant role in post-war politics and was a European Commissioner from 1970 to 1976. After that, at the time I met him, he was an Italian MP (Deputato della Repubblica Italiana) for the “Independent Left”, not yet a directly-elected MEP.

My meeting with him was not pre-arranged but improvised – not a good idea! It was 12 May 1977, on a sunny day in Rome. He was to give a lecture that evening and I thought I could introduce myself at the end. For some reason, I preposterously wore a three-piece suit that I had bought for my best-friend's wedding the previous year. When I got to Rome I was boiling hot and went for a drink not far from where his lecture would take place. I went to a small bar at Largo Argentina, just off Piazza Navona. As I sunk a beer, I heard the shutters slam down all around. I dashed outside to see what the commotion was about and got entangled in the front-line of an illegal demonstration that was soon fired at by the police with exploding teargas canisters aimed directly at us on the square and by violent fascists shooting at us from a windowsill above. There were several casualties, and one student girl was tragically killed. I managed to get away, got to Spinelli's lecture in a state of shock and excitement and ludicrously presented myself at the end of the meeting. He was rightly and clearly annoyed that I had the presumption he would be interested in me. I don't think he was too impressed, either, by my three-piece suit! I left the room and Rome, embarrassed and forlorn...

Fortunately, a few weeks later, my thesis-director, Prof. Walter Lipgens, kindly put me in touch with one of Spinelli's federalist soul-mates, Andrea Chiti Batelli. We had a long and deep conversation about my research on Italian federalism and my serious understanding of, and sympathy for, Spinelli's constituent

vision for Europe. He promised to put in a kind word for me and arrange a meeting sometime in the near future.

Time passed and not much happened ... except that I fell in love with a beautiful Florentine and got married soon after, in January 1978. We went on our honeymoon to her parent's holiday home in Ortisei (Alto Adige). We couldn't ski but ably sledged around all the surrounding hills and mountains, catching a chill and a slight cold. But it didn't matter, because we were in love ... and I had completely forgotten about Spinelli!

In the middle of our honeymoon, Andrea managed to get in touch with me. Spinelli wanted to see me, forthwith, in Rome. We had to leave immediately and could stay at Andrea's place, on the outskirts of the capital. My understanding wife kindly agreed and we hurriedly took the night train from freezing Bolzano to sunny Rome! Our colds disappeared and Andrea was delighted to host us, celebrate together and imbibe rather a lot of his delicious Sicilian wine!

The next day, Andrea accompanied us to our luncheon appointment with the great man himself. Spinelli, I learned, loved his food, and this was Andrea's yearly "feast" with him. We all met at a long table with other federalist friends at a wonderful fish restaurant, La Rosetta, just behind Piazza Rotonda and the Pantheon. I sat next to Spinelli who served us and was utterly charming and fascinating. He loved sincere, like-minded company, and my wife and I were completely in awe of him! What a privilege it was. Our

honeymoon took on a totally new dimension. He invited both us to meet up with him again, the day after, Tuesday 17 January 1978, in his parliamentary office.

We met and discussed all morning. He very much liked the fact that I had exposed in my research the fundamental and disastrous split within the post-war federalist movement between the “Hamiltonian” constitutionalist wing in favour of political federation, represented by Spinelli, and the “integral federalist” wing, represented by ex-Vichy corporatists and nostalgists for the so-called “living forces”. This split seriously undermined the federalist input to the grand Congress of Europe in May 1948 and initially hampered the federalist development of the European Movement. To my astonishment, at the end of our cordial discussion, he handed me a manuscript, freshly typed by his daughter Diana, of his personal “European Diary” for those immediate post-war years, published some time later by il Mulino. I was the first historian bestowed with this honour. He had confidence in me and kindly recorded in his diary for that day that he considered me to be an authentic “spinelliano.”

After our long talk, Spinelli accompanied us to the lift where we briefly met his wife, Ursula Hirschmann, who, those thirty-seven years previously, had bravely smuggled the Ventotene Manifesto out of the island on the back of cigarette papers, concealed in the false bottom of a tin box. She was frail and dignified. Spinelli adored her.

The Spinelli “European Diary” was a very precious primary source material for my PhD which I completed a few years later, extracts of which were published in “Documents on the History of European Integration” (Walter de Gruyter 1991). Unfortunately, this was too late for Spinelli who sadly died in 1986.

In the intervening years, we stayed closely in touch. He was, of course, elected to the European Parliament in 1979. During the same campaign, I worked for an avowedly federalist Labour candidate in the UK, Ernest Wistrich, who was not elected. Shortly after, I worked for Brian Key MEP who was a close supporter of Spinelli in Parliament and in the renowned “Crocodile Club” (another British MEP who supported Spinelli was a certain Stanley Johnson ...).

I later went back to Rome and met up again with Spinelli on a few occasions. In his diary for 18 February 1982, he recorded that he wanted to “take me under his wing” and that he must find the time to read my thesis. However, he was by then totally absorbed with his draft Treaty Project for European Union, still inspired by Ventotene and the idea of the European Parliament becoming a constituent assembly. I was proud to be associated with him and his project at such an early stage.

On 23 July that year, when he thought that his much-accomplished parliamentary assistant, Virgilio Dastoli, could be leaving, he wrote in his diary that he



- 1) François-Xavier Ortoli
- 2) Emile Noël *secrétaire général de la CEE*
- 3) Albert Borschette
- 4) Claude Cheysson
- 5) Petrus Lardinois
- 6) Altiero Spinelli
- 7) Sir Christopher Soames



- 8) Wilhelm Haferkamp
- 9) Patrick Hillery
- 10) Ralf Dahrendorf
- 11) Finn Olav Gundelach
- 12) George Thomson
- 13) Henri Simonet
- 14) Carlo Scarascia-Mugnozza

might invite me to replace Virgilio. I knew nothing of this at the time. Virgilio of course stayed and was a loyal and successful aide to Spinelli as he steered his Draft Treaty through the European Parliament by a massive 237 votes to 31, with 43 abstentions on 14 February 1984. By then, I had become an EU official at the European Economic and Social Committee, doing what I could in that more modest setting to rally support for Spinelli.

Sadly, I didn't try to see Spinelli in person those last few years. He had become so admired and famous that I felt it was inappropriate to profit from our earlier times together. The last time I saw Spinelli in person was actually on 11 September 1982 at a Festa

dell'Unità gathering at Tirrenia. He was on a panel of distinguished politicians rambling on and he was extremely bored.

He started to cut out paper dolls with his programme, then spotted me in the crowd and called me over. We chatted amiably and he left me his new business card, on which was written "Ciao Hick". I still have it and treasure it. His handwriting was appalling! So much so, that when his second "European Diary 1976-1986" was typed up and published, I am listed in the index, not as Alan, but as Yvonne Hick! I think we both would have enjoyed the joke!

I always remained a loyal "spinelliano" and will never forget how he changed my life ... and my honeymoon. ■



Rapport des Assises



Didier Hespel

Sécrétaire
Général AIACE
Internationale

Beaucoup de membres de l'AIACE ont amèrement regretté l'annulation des Assises de 2020 et de 2021 pour les raisons hélas bien connues. Mais après ce report forcé, nous avons enfin pu nous retrouver en 2022. Elles se sont tenues du 14 au 21 mai à Loutraki, en Grèce, comme prévu en 2020, selon un programme similaire à ce qui avait été établi à l'époque.

Elles nous ont donné l'occasion de nous retrouver dans une ambiance confraternelle et de découvrir la région lors des excursions programmées (Épidaure, Mycènes, Nauplie, Hydra ; le Canal de Corinthe est malheureusement encore fermé pour travaux), ainsi que lors du dîner de gala et lors des différents repas conviviaux

Le cœur des Assises est bien entendu l'Assemblée générale. Cette année, lors de la séance d'ouverture, nous avons eu le plaisir d'accueillir le Vice-président

M. Schinas, l'ancien médiateur de l'UE N. Diamandouros et le professeur Ch. Rozakis, ancien premier vice-président de la Cour européenne des droits humains du Conseil de l'Europe. En outre, nous avons écouté les paroles de bienvenue de l'ancien commissaire européen S. Dimas et du Ministre adjoint pour la recherche et la technologie du gouvernement grec C. Dimas, ainsi que du maire de Corinthe, V. Nanopoulos, qui a contribué à la tenue des Assises, tant du point de vue financier que logistique. Une vingtaine d'élèves de l'enseignement secondaire de Corinthe ont assisté à cette séance d'ouverture – une première – et ont eu l'occasion de poser des questions, offrant ainsi une vue rafraîchissante avec des préoccupations fort éloignées de la Caisse Maladie ou des Pensions.

Dans le cadre de l'ordre du jour de l'AG, les débats ont porté notamment sur l'interface entre le RCAM et les systèmes



nationaux de santé, la Méthode d'adaptation des salaires et pensions et la communication avec les adhérents. Une séance très intéressante a également été consacrée à une réunion avec les représentants des administrations de l'EU, où les affaires sociales ont tenu une place majeure, ce qui est également une première. Quatre ateliers se sont tenus sur des thèmes d'intérêt particulier pour les anciens (Pensions, RCAM, Affaires sociales et communication et Assurances) et le Conseil d'administration s'est réuni par la suite.

Séance d'ouverture

Le ministre **C. Dimas** a souhaité la bienvenue aux participants à Loutraki dans la province de Corinthe au nom du gouvernement grec. Le maire de Corinthe, **V. Nanopoulos**, parlant aussi au nom du Maire de Loutraki, excusé, s'est dit fier d'accueillir les Assises de l'AIACE

dans la province de Corinthe. Il a souligné l'importance historique de Corinthe, tant dans les styles architecturaux, que dans le domaine du commerce qu'eu égard aux épîtres de Paul. Les défis actuels sont nombreux et il faut une Europe unifiée permettant de prendre des décisions cruciales. Il faut créer un leadership d'une Europe plus puissante et une plus grande efficacité.

S. Dimas, président de Corinthe et membre du Parlement, a été Commissaire pour l'environnement, le climat et la protection civile et brièvement des affaires sociales. Il a souligné le rôle important de l'AIACE pour promouvoir et servir l'idéal européen. Dans la crise actuelle en Ukraine, il n'y a que des perdants, tant l'UE que la Russie. Mais toute crise a toujours permis de renforcer l'UE.



Le **Vice-président M. Schinas** constate que les participants de l'AIACE sont jeunes et en bonne santé ; c'est un exemple pour les retraités ! Il a eu le plaisir de travailler pendant 6 ans avec le Commissaire Dimas, qui parlait toujours de Corinthe et pour qui l'environnement a toujours été une préoccupation de premier rang.

Pendant deux ans, le fonctionnement des institutions n'a pas été normal, des bâtiments vides, la ville aussi. Des efforts considérables ont été déployés pour y faire face et ce fut un défi dans des circonstances très difficiles. Une task force a été créée pour mettre au point le plan de relance de 700 milliards (y compris dans le domaine de la défense), des actions ont été mises en place pour protéger la santé des Européens Mais il y a de l'espoir pour une Europe plus résiliente. On a vu des projets ambitieux, comme les vaccins ou le certificat Covid-19, (adopté par 65 pays), preuve de l'influence de l'UE au niveau mondial.

Les problèmes se sont montrés aux frontières extérieures (Grèce/Turquie, Ceuta au Maroc, Belarus vis-à-vis de la Pologne, de la Lettonie et de la Lituanie). Ce sont de nouvelles menaces, des attaques contre notre modèle de société. La guerre brutale et illégale en Ukraine (avec même des bombardements d'objectifs civils) a

provoqué des mouvements massifs de populations, 5 millions de réfugiés en une très courte période. Une aide importante a été consacrée à l'Ukraine et à sa population.

Ils ont obtenu immédiatement un statut de protection temporaire (avec accès aux écoles, aux hôpitaux et au marché du travail), conformément à l'instrument mis en place en 2000 à la suite de la guerre au Kosovo et qui a été activé pour la première fois. Cette crise a déclenché d'importants changements au niveau politique, et elle a permis de mettre en place une nouvelle Europe de l'action, et non plus d'interminables discussions. Ceci montre à la population que l'UE est en train de produire des résultats concrets et de répondre aux attentes.

M. Schinas se dit fier d'être le seul fonctionnaire « de base » à avoir monté l'échelle jusqu'au Collège pour un mandat entier. Lorsque le poste de vice-président chargé de la promotion du mode de vie européen a été créé en septembre 2019, un débat tempétueux s'est déclenché, à tort. Car il ne s'agit pas de l'imposer tel un bulldozer. Lors de son audition au PE (qui a duré 3h20, la plus longue de l'histoire), il a expliqué que c'est un miroir de la diversité, de la richesse culturelle et de l'unité dans la diversité, de la



défense de la démocratie, des minorités, des droits humains et la lutte contre la peine de mort.

L'UE protège : la sécurité (contre les attaques), la santé (les vaccins), la gestion de la migration (à défaut d'une politique migratoire), l'agence HERA (pour se préparer aux futures situations d'urgence sanitaire). De nombreuses autres initiatives ont été lancées : par exemple dans le domaine de l'éducation (un diplôme commun d'ici 2025) et de la promotion des compétences (il nous manque 300.000 travailleurs).

L'Europe est plus forte et plus soudée que jamais. Ce n'aurait pas été possible sans l'héritage des anciens qui ont légué le marché intérieur, l'euro, Schengen, la sortie de la crise financière et l'évolution vers une UE des vaccins, des armes et de la relance. Tout cela est la base du succès actuel. M. Schinas, au nom du Collège, rend hommage aux anciens et les remercie. L'esprit européen vient d'eux et sera transmis pour l'avenir.

L'Europe sera différente, citoyenne, verte et moins bureaucratique. Il faut plus de démocratie, de légitimité politique et de transparence. Les élections de 2019 ont donné un signal fort avec un taux de participation élevé. Il ne faut plus de

discussions à huis clos, il faut un débat ouvert. La Conférence sur l'avenir de l'Europe a fait une recommandation intéressante : un débat démocratique transfrontalier (et donc des listes transfrontalières) et une dimension transfrontalière dans l'élection des leaders.

Il se prononce contre une Europe à la carte ou avec des cercles concentriques, ce serait une erreur stratégique parce que cela démotiverait les candidats à l'adhésion à faire les efforts et les investissements nécessaires. Il faut une Europe unie pour tous ; mais l'élargissement ne peut être le fruit d'un marchandage : les candidats à l'adhésion doivent répondre aux normes sociales et économiques et être des pays membres à part entière.

En réponse aux questions des élèves présents, notamment sur l'utilisation des crypto-monnaies, l'environnement et comment légitimer la politique européenne, il répond que la création d'une monnaie numérique européenne est chose compliquée parce qu'il ne s'agit pas d'un système indépendant (aux États-Unis non plus d'ailleurs). En Europe la politique monétaire dépend de la Banque centrale. La Conférence n'a pas proposé son utilisation.



Quant à la question de la légitimité, il y a un cadre institutionnel et juridique, une base commune avec des procédures : la Commission propose, le PE et le Conseil co-décident ; tant le PE que les gouvernements sont légitimés par des élections. Pour ce qui est des décisions en matière de politiques fiscale et étrangère, il a l'unanimité ; dans tous les autres cas, la majorité. Tous les gouvernements et les positions nationales s'intègrent dans un accord européen.

En matière d'environnement, les objectifs sont la neutralité CO2 en 2050 et une réduction de 55% des émissions d'ici 2030. La transition verte est déjà en cours. L'augmentation des prix demande un changement. Il faut créer des zones tampon, procéder à des achats collectifs de l'énergie pour faire baisser les prix et financer les nouvelles sources comme l'hydrogène. La prochaine génération connaîtra une économie numérique et verte.

En réponse aux questions des participants :

Les candidats à l'adhésion consentent des efforts pour devenir membre, mais certains n'en font plus une fois membre. Pour les membres, il y a des moyens pour le maintien de l'état de droit. La

Commission Juncker avait prévu la possibilité de retirer le droit de vote, mais personne n'a jamais osé appliquer cette mesure. Actuellement les interventions sont plus chirurgicales : un attaque d'une loi déclenche des procédures d'infraction, avec résultats immédiats, et la Cour de justice impose ses arrêts. Ce fut déjà le cas pour les ONG en Hongrie et les LGBTQ en Pologne. Les jeunes sont généralement pro-européens et arriveront au pouvoir à la longue

Le problème des valeurs (PAC, défense, politique fiscale, unanimité). Deux succès ont été enregistrés : la PAC est passée de 75% du budget à 30% sans dégradation du revenu des agriculteurs, et la défense, qui était un tabou, est maintenant dans le budget. Une force d'intervention rapide de 5.000 hommes a été mise sur pied et l'évacuation à Kaboul a été un succès (contrairement au chaos américain). Mais il y a eu uniquement quelques pas pour l'unanimité et la fiscalité. En outre, l'agence HERA (Health Emergency Response Authority) a été créée pour mettre en place des structures contre les menaces futures.

Multilinguisme (déficient dans la communication externe, langues affichées en salle de presse abandonnées depuis 2012 contrairement au PE, non-usage



de la traduction automatique à réviser par traducteurs). Les 6 langues étaient celles des pères fondateurs, mais on est passés à 23. On ne peut pas tout faire en 23 langues, c'est impossible en salle de presse ; il faut être pragmatiques. Le Journal officiel est publié toujours dans toutes les langues. Le PE et le Collègue utilisent 3 langues. Il faut tenir compte de l'utilisation de l'argent du contribuable. N. Diamandouros ajoute que la Cour a compilé un volume sur le multilinguisme, qui sera publié vers la fin de l'année. Elle donne son accord sur le principe, mais estime qu'il faut mettre des priorités.

La mission du vice-président répond aux attitudes fréquentes des politiciens nationaux (« c'est la faute à Bruxelles ») qui devraient propager les succès de l'UE. Les gouvernements (même pro-européens) blâment « Bruxelles » pour les échecs. Et pourtant, l'Europe protège (migration, sécurité, santé) et crée des opportunités (mobilité, éducation, jeunesse, culture). C'est pourquoi U. von der Leyen a créé ce poste de la promotion du mode de vie européen. La tâche est d'être plus eurocentriques !

- il faut « dé-bruxelliser » et aller au-delà de la salle de presse et des experts
- « keep it simple » ; les procédures sont trop compliquées, même au PE.

- Il faut plus d'émotion, plus d'éléments personnels (étudiant Erasmus de 84 ans en Espagne, Juncker qui va saluer la statue d'Eusebio au Benfica)

Le force de l'Europe est plus importante que les gouvernements. On n'improvise pas : il y a les Traités et le Statut. Nous sommes la force du bien, nous pouvons aider ! Il faut convaincre que la survie se fera ensemble.

Intervention de M Diamandouros

N. Diamandouros fut le premier Médiateur en Grèce et Médiateur européen pendant 10 ans. Cette fonction lui a beaucoup appris. Tout en étant confronté aux difficultés et aux conflits, il a toujours apprécié la très bonne coopération avec les fonctionnaires. Le gros problème reste perpétuellement la communication.

Il évoque l'évolution probable de l'UE parce que la démocratie doit s'envisager sur une période de 40 ans. Le grand défi est de projeter l'évolution de la démocratie libérale, qui est actuellement sous attaque, à l'intérieur même de l'UE, notamment de la part des partis populistes. C'est pourtant un exemple exceptionnel : élections libres, état de droit et respect des droits humains.

Comment imaginer son évolution ? Deux axes : la participation, qui est cruciale, et la qualité du contrôle démocratique (concept vague, mais critique).

Pour la participation il faut développer des moyens de représentation additionnels ; il faut lutter contre le sentiment de détachement des citoyens. Comment augmenter cette participation ? Tout d'abord, uniformiser les règles pour l'élection du PE afin de développer le sentiment d'appartenance. Lors de son tour des 27 États membres, un président et des ministres de pays baltes ont déclaré ne pas vouloir échanger Moscou pour Bruxelles. Ils ont des craintes, ils n'ont pas oublié les 50 dernières années. Il faut créer des politiques plus proches. Ensuite il faut responsabiliser les citoyens ; il faut simplifier et créer plus de transparence (c'est une tâche du médiateur), alors que la création de multiples agences l'a fort réduit. Il faut lutter pour mettre fin à l'unanimité, notamment dans les domaines de la fiscalité et de l'armement. Jean Monnet a dit : « on fait des petits pas, mais on avance ».

Quant à la qualité : comment promouvoir la culture civique ? comment créer un sentiment de participation civique ? La construction actuelle est verticale. Plus de législation, moins de tradition. Ceci est une force, mais aussi une faiblesse, il y a plus de recours à la justice.

Mais il faut voir la vie au-delà de la légalité ; il faut aller au-delà des législations et règles existantes, il faut avoir des normes, des valeurs, des pratiques informelles. Tout cela n'est pas permis par la loi, sauf si la Cour en décide autrement. Il faudra donc changer les politiques pour que

les citoyens puissent en avoir le bénéfice. Dans la culture latine, compromis est un vilain mot. Dans la culture légale dominante, le tribunal se prononce pour ou contre, pas de consensus, pas de compromis, contrairement au rôle du Médiateur. Il faut créer des moyens de trouver des solutions qui donnent une satisfaction suffisante à toutes les parties. Il faut donc enrichir l'état de droit en y ajoutant de la « fairness » (terme intraduisible) et du consensus.

L'Europe est un processus ouvert et chaque génération peut améliorer la qualité de la démocratie.

Intervention du Professeur Rozakis

Le **Professeur Rozakis** n'a jamais été fonctionnaire de l'UE, mais a travaillé dans le cadre du Conseil de l'Europe, une organisation transnationale, en tant que premier vice-président de la Cour des Droits humains. Mais il y a des similitudes : la Cour tente vers l'unification en Europe, elle défend l'unicité du cadre juridique, la Convention européenne des droits de l'homme est fondamentale et la jurisprudence de la Cour est d'une importance capitale.

A propos de la guerre en Ukraine : il ne s'agit pas d'un problème financier, la Russie veut imposer sa loi et l'Ukraine ne l'acceptera jamais. Aucun compromis n'est envisageable sans perte de territoire. Deux scénarios sont possibles : soit un compromis est trouvé pour mettre fin à la guerre ; mais ce ne devra pas être vu comme un échec pour la Russie et les Ukrainiens résistent fortement, soit

la guerre s'étend à toute l'Ukraine avec risque de débordements au-delà des frontières. La Finlande et la Suède vont adhérer à l'OTAN. Quelle sera la réaction de la Russie ? et quelles seraient les conséquences pour la Finlande ?

Qui sera vainqueur ? La Russie sera de toute façon grande perdante, même avec un autre gouvernement. L'Europe ? Elle est divisée ; certains États membres s'opposent aux mesures contre la Russie et connaissent un problème de mentalité post-communiste. Les États-Unis sont triomphalistes et leurs positions sont souvent éloignées de celles de l'Europe. La Chine a une position ambivalente et se concentre sur sa suprématie en Asie. En tout cas, il faut écarter l'usage d'armes nucléaires, ce qui serait un développement catastrophique pour le monde entier.

En réponse aux questions, il déclare :

que la Convention a pour but l'unification de la protection des droits ; il faut donc intensifier cette protection, même s'il existe des différences

que dans les articles de la Convention il n'y a pas de définition des droits ; la base c'est la jurisprudence, d'où le rôle primordial de la Cour pour définir ces droits.

que des améliorations sont possibles dans le cadre du mandat ; certains États membres envisagent d'envoyer des juges plus modérés, mais c'est une erreur

Séance de débat

Le mardi il y a eu une séance consacrée aux affaires européennes. Commencée aux Assises de Lisbonne, cette session s'est avérée être un grand succès auprès des participants.

R. Schulte -Braucks a exposé les réalisations de l'UE depuis 2020. L'UE a dessiné le cadre pour l'avenir, notamment avec un novateur plan de relance de 750 milliards d'euros. Il souligne les avancées dans le domaine sanitaire ; en matière d'égalité des genres ; en matière d'environnement et dans la législation sur les services numériques. Il est particulièrement important le Règlement de conditionnalité pour protéger le budget de l'UE contre les violations de l'état de droit. Suite à la guerre en Ukraine, des sanctions contre la Russie ont été adoptées ; des mesures commerciales ont été proposées en faveur de l'Ukraine. L'UE a pris des mesures pour accueillir et protéger les réfugiés, en leur offrant la protection temporaire. **Le message le plus important est « La paix est au cœur de l'UE ».**

Alexandra Cas a présenté la contribution de la Section Espagne à la Conférence sur l'avenir de l'Europe, que l'AIACE a faite et envoyée au Secrétariat central de la Conférence¹. Elle a d'abord expliqué le processus structuré de réflexion et de débat qui a été à la source de cette contribution, qui pourrait être utile pour d'autres sections.

¹ **Note** : Le document complet, avec une liste des 79 propositions originales et des 34 propositions stratégiques, est disponible en anglais sur le site de l'AIACE internationale (<https://www.aiace-europa.eu>) et en espagnol et en anglais sur le site de l'AIACE-Espagne (<https://www.aiace-es.es>).

Suivant les Pères fondateurs, la construction européenne est présentée comme un processus en marche. Il n'y a pas des propositions super ambitieuses, ou impossibles de mettre en œuvre. Notre temps à l'UE nous a bien appris ce réalisme, qui est assorti par une grande attention aux aspects de responsabilité et de contrôle démocratique. Les développements récents ont poussé des réponses innovantes et fortes. de l'UE, des grands pas en avant vers une autonomie stratégique, et vers un renforcement du rôle de l'Europe dans le monde. Les propositions veillent à renforcer ces réponses.

A la demande expresse de la Présidente, le **Président de la Section Finlande, Tapani Piha**, a exposé la situation actuelle dans son pays. Il commence par annoncer que la Finlande a officiellement décidé d'adhérer à l'OTAN. La Finlande et la Suède agissent en parallèle.

Il y a un large soutien public. Au départ, 60% de la population y était opposée, mais au fil des mois après l'invasion de l'Ukraine, 73% y sont maintenant favorables. Les partis politiques aussi ont changé leur position. L'adhésion à l'OTAN est un échec pour la Russie.

La Finlande a une armée forte ; la capacité militaire a été maintenue après la dissolution de l'URSS. La diplomatie est importante aussi. L'adhésion à l'UE était un moyen de protéger la souveraineté et l'indépendance. En parallèle les relations commerciales et personnelles avec la Russie ont continué. Mais la guerre en Ukraine y a mis fin. L'objectif est de garantir la stabilité et la paix. Le soutien pour l'UE va croissant.

L.-O. Hollner, Président de la Section Suède, confirme la même évolution dans son pays. Le parti social-démocrate a changé sa position du tout au tout. Le débat est en cours au Parlement, mais il y a une large majorité en faveur.

Efthimeio

The charity that was chosen this year is the « Efthimeio Centre of Corinth ». It is an association of parents and friends of children with special needs. The Centre provides services for children who suffer from cerebral palsy, kinetic problems and mental retardation. They offer speech therapy, ergo-therapy and physiotherapy, classes for special education and pre-professional training. In 2009 they also opened a living shelter to provide full hospitality to the children. The Centre lives from private sponsorship. Club Hotel Casino Loutraki, where the Congress took place, is one of them with a generous gift of 300.000€ over 5 years. They will benefit from a gift of 1000€ from the Congress budget, 1000€ from personal contributions of participants and 3000€ from the Greek Section (in memory of the many colleagues who passed away this year.

<http://www.en.efthimeio.gr>

Les comptes-rendus intégraux de l'AG sont disponibles sur le site de l'AIACE (<https://aiace-europa.eu>)

The full minutes of the GA are available on AIACE's website (<https://aiace-europa.eu>)

Les photos peuvent être téléchargées sur le site des Assises (<https://aiace-europa-assises.eu>)

Pictures can be downloaded from the Congress website (<https://aiace-europa-assises.eu>)

ASSISES 2022 LOUTRAKI

14-20 mai

*Notes préliminaires à annexer
au rapport général*

« Heureux qui
comme Ulysse, a fait
un beau voyage »
A écrit autrefois un
poète inspiré.
Heureuse es-tu, AIACE,
de revoir les visages
De collègues et amis
par Covid confinés.
Quelques cheveux
en moins.. Quelques
cannes de plus,
Quelques genoux grinçants,
mais qu'importe après tout ?
Nous sommes, à ton ap-
pel, aussitôt accourus.
Et la relève est là. Nous
sommes bien debout.

Annexe 1

Pour tenir nos assises au
grand soleil de Grèce,
Laissons, ces quelques
jours, maison et habitudes,
Pour voir et écouter in-
fos de toute espèce,
Un peu plus loin du monde
et de ses turpitudes.
Après un bon accueil, pour
entrer dans l'ambiance,
Corinthe et son canal, mu-
sée, ruines antiques,

St Paul et ses épîtres. Et
belle réjouissance,
Un super repas grec des
plus gastronomiques.
Avec grand intérêt,
nous avons écouté,
Nous parlant de l'Eu-
rope d'hier et de demain,
Grecs, Suédois, Polonais,
des personnalités
Évoquant son action dans
ce monde incertain.
Près des rives ioniennes,
par un beau clair de lune,
Un dîner nous attend, qui
vaut qu'on se dépêche !
Des denticés ferrés au
trident de Neptune,
Les filles de Nérée ayant
fait bonne pêche.
Mardi, c'était au tour
de l'Administration
Et de deux conférences
fort intéressantes.
Mais qu'arriva-t-il donc
après ces prestations ?
Le dîner de gala, toutes
affaires cessantes.
C'est une tradition qu'on
ne peut négliger !
Ce soir, M. le Maire
était dans l'assistance.
Les anciens, toujours
jeunes, ont bien participé,
Appréciant le repas, mu-
sique et même danse !

Annexe 2

Libre à chacun de jouer
de ces beaux paysages,
De la mer, des palmiers,
en soleil et détente.

Visiter une cave, goû-
ter, mais rester sages !
Le vieux lion de Némée
est rentré sous sa tente.
Hellas nous a séduits, et
nous propose encore
Après tous nos travaux
et d'excellents repas,
Mycènes, avec Nauplie,
la merveille Épidaure,
Et même un jour croi-
sière jusqu'à l'île d'Hydra.
À ce dîner d'adieu – ou
plutôt d'au-revoir,
Contre notre départ,
Zeus se mit en colère
Et lança des éclairs.
Éole s'en vint voir
Et envoya Borée pour
corser cette affaire.

Annexe 3

Les oliviers nous disent, et
les palmiers approuvent :
Merci pour vos Assises,
d'être venus chez nous.
À ceux qui ont tout fait
pour que chacun y trouve
Accueil, sérénité, tout
ce qu'on attendait.
Merci à Despina, après
ces retrouvailles,
Qui promet avec cœur
l'Europe et son pays.
Et avant que chacun
d'entre nous ne s'en aille,
En attendant la suite, À
L'AIACE, LONGUE VIE !

Monique Saxel

Authentication EU Login problems

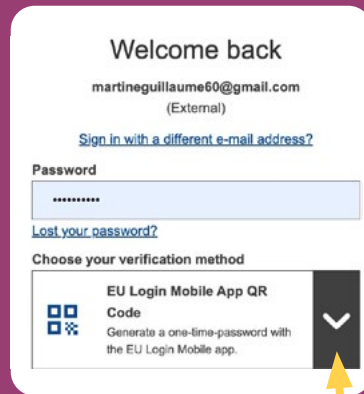
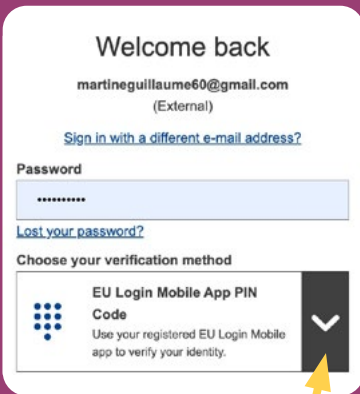
Martine
Platteau-
Guillaume

Are you trying to log in to MyRemote <https://myremote.ec.europa.eu> ? (+ ACCESS « pensioners/unemployed » in the righthand block)

Or to JSIS online <https://webgate.ec.europa.eu/RCAM> ? (+ « Connect to JSIS Online via the Internet » in the righthand block)

Do you sometimes block on the next authentication screen?

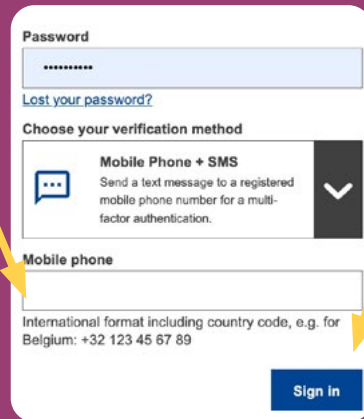
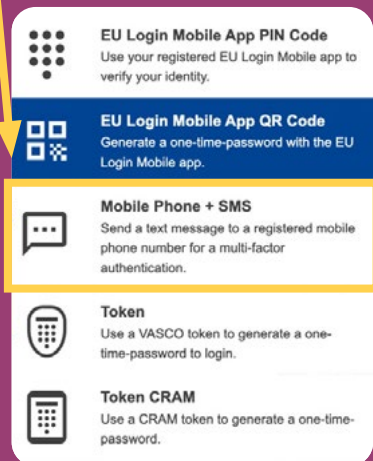
Are you trying to get an access code by SMS but the screen offers a PIN or QR option that you don't know, as shown in the 2 examples below?



› Just click on the arrow pointing down on the right to show the other options

Then choose « Mobile phone + SMS »

And add your mobile phone number + clic on « Sign in »



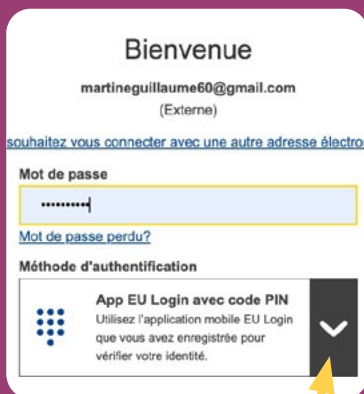
Authentification EU Login : problèmes

Vous voulez vous connecter à MyRemote <https://myremote.ec.europa.eu> ? (+ ACCESS « pensioners/un-employed » dans le bloc de droite)

ou au RCAM en ligne <https://webgate.ec.europa.eu/RCAM> ? (+ « Accéder au RCAM en ligne via Internet » dans le bloc de droite)

Bloquez-vous parfois à l'écran d'authentification qui suit ?

Vous cherchez à obtenir un code d'accès par SMS mais l'écran propose une option de PIN ou QR que vous ne connaissez pas, comme illustré dans les 2 exemples ci-dessous ?

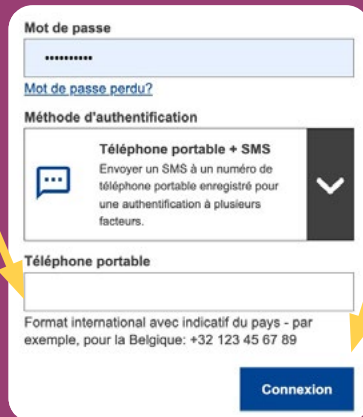


Il suffit de cliquer sur la flèche qui pointe vers le bas à droite pour 'ouvrir' les autres options

ensuite choisir 'Téléphone portable + SMS'



et puis ajouter un numéro de téléphone portable + clic sur Connexion





The most unexpected thing



Tom Kennedy

There is only one activity which we all share and in which we are all actively engaged. That is ageing. It is a process that begins as soon as we are born (as Samuel Beckett put it: we are born “astride of a grave”). However, few of us think much about the processes and consequences of ageing until we reach the sharp end when they may matter greatly.

For that reason the UK Branch of AIACE invited Professor Tom Kirkwood to address our Autumn General Meeting in October 2021 (by a Zoom meeting) on the subject of “Living for Longer”. Professor Kirkwood is Emeritus Professor of Ageing at the National Innovation Centre for Ageing in Newcastle and Affiliate Professor at the Copenhagen University Centre for Healthy Ageing, as well as numerous other distinctions. Having nominally retired after some 45 years of multidisciplinary research in the field, he accepts the label that he is an “ageing Professor” and now claims to be “doing the practical”.

He pointed out that despite having an awareness of ageing early in life through the presence of our parents, grandparents and other relatives, studying the subject brings a number of surprises. Indeed, Leon Trotsky wrote that “old age was the most unexpected thing that can happen to a man” (or presumably, a woman). This is partly because evolution has not provided us with a predictable programme for ageing, our bodies being programmed for survival rather than death. However, those survival mechanisms are imperfect and vary widely from one individual to another with the consequence that the ageing process equally differs for every individual.

Thus some of the factors affecting health in old age are your genes, nutrition throughout life, your lifestyle, the environment in which you live, your socio-economic status and often sheer dumb luck. The ageing process may be cut short by accident or by an act of violence and it is possible to eat, smoke and do all the wrong things yet survive to a ripe old age.

It is well known that average longevity has increased steadily over the past two centuries with improvements in nutrition and medical care as well as reduction in risk factors. Until recently life expectancy increased at a rate of between two and two and a half years per decade – although there is some evidence that that rate has now slowed down and may even be reversing. On an individual level it is never too soon to begin to be aware of the factors contributing to ageing and to adjust lifestyle and diet accordingly where possible. The maxim “a stitch in time saves nine” is applicable in this context too.

The implications of this increased longevity are many, both for individuals and society as a whole. They include pressure on health and social care, changes to work, leisure and retirement patterns, mobility and transport issues, the financing of pension schemes as well as the structures of families and communities.

One important aspect mentioned by the Professor was that of “mental capital” which he defined as “the totality of an individual’s cognitive and emotional resources”. Although this “mental capital” may decline in later life, it does so by less than is often assumed and as a result much of it is wasted. In answer to a question from a participant the Professor said that the waste arose both from individuals not using their own mental capital and from others imposing barriers and negative stereotypes (i.e. ageism).

His research had shown that it was more important to consider the capabilities of the aged than their apparent disabilities. In a study of subjects aged 85 or more his team found that a quarter of all men and a sixth of all women had no major functional limitation at that age.

Finally, Prof Kirkwood spoke briefly of the impact of the pandemic. He said that in general the issues associated with the ageing process were no different than before. The pandemic had however heightened the perception of old age as a time of vulnerability (as exemplified by the priority groups for the vaccination programmes). However, he concluded, that that perception could reinforce the attitude that the elderly should be simply protected rather than allow their capabilities to benefit society. ■



Seit 24. Februar dieses Jahres sieht die Welt anders aus und Europa wurde aus seinem Traum eines ewigen Friedens gerissen! Das Leid und die Zerstörungen in der Ukraine nehmen immer noch dramatischer Formen an – wo werden wir bei Erscheinen dieser Ausgabe von VOX stehen?

Unsere Sektion ist mittlerweile auf stolze 129 Mitglieder angewachsen. Erst knapp vor Redaktionsschluss konnten wir nach langer Corona-Pause wieder einmal persönlich zusammenkommen. Wir hatten einen Besuch der Baustelle des nach einer Generalsanierung nunmehr bald wieder in neuem Glanz erstrahlenden ehrwürdigen Parlamentsgebäudes an der Wiener Ringstraße organisiert. Unter fachkundiger Führung des für den Umbau zuständigen Parlamentsarchitekten erhielten wir äußerst interessante Einblicke in die Schwierigkeiten, ein alt-ehrwürdiges und sehr komplexes Gebäude auf den Stand heutiger Anforderungen nach Sicherheit, Benutzerfreundlichkeit und Technik zu bringen. Teilweise mussten wir halsbrecherisch über Holzstege und unter Gerüsten durchklettern, manche Teile waren bereits fast fertig für die geplante Eröffnung am heurigen Nationalfeiertag.

Über die Wintermonate hatten wir mehrere Videokonferenzen organisiert. Ein Bericht über unsere Veranstaltung zum Thema Westbalkan erschien bereits in der letzten Ausgabe von VOX. Kollege Klaus Walkner berichtete Spannendes aus seiner reichen Erfahrung als Experte in EASA (European Aviation Safety Agency) verantwortlich für Zulassung von Luftfahrzeugen und Pilotentraining. Der frühere Direktor im Sekretariat des Rates und Außenpolitikexperte, Stefan Lehne, stand uns kurz nach dem Überfall von Wladimir Putin und seinen Truppen auf die Ukraine für einen Vortrag zum Thema „Die Entwicklungen um die Ukraine - ein Testfall für die EU-Außen- und Sicherheitspolitik“ zur Verfügung und beantwortete anschließend die zahlreichen Fragen unserer Mitglieder. Er zeichnete ein sehr düsteres Bild der aktuellen EU-Außenpolitik, die eher eine Sammlung diverser paralleler Außenpolitiken vor allem der großen Mitgliedstaaten sei. Das Einstimmigkeitsprinzip in diesem Bereich muss dringend aufgehoben werden. Stefan Lehne schlug die Schaffung eines EU-Sicherheitsrates nach dem Vorbild der UNO vor. Der Strategische Kompass ist ein bedeutender Schritt, allerdings werde Europa auch weiterhin eng an die NATO

Präsident AIACE-
ÖSTERREICH



Jörg Doutlik

angebunden bleiben. Die Dauer und der Ausgang des Konflikts Russland-Ukraine sind völlig un-absehbar. Putin ist in den letzten Jahren vollkommen unberechenbar geworden und sah sich durch eine prosperierende und demokratisch regierte Ukraine bedroht.

Für die kommenden Monate planen wir bereits einige weitere Treffen, wie einen Rundgang zu den Statuen im Park des Schlosses Schönbrunn. Unsere Reise nach Parma und Umgebung im Oktober ist bereits komplett ausgebucht. Wir hoffen sehr, dass wir diesmal wirklich fahren werden können – Planungssicherheit ist in den letzten Jahren offenbar nicht mehr gegeben!

PS.: Im Bericht über unsere Bemühungen zur Verbesserung der Stellung von EU-Versicherten im nationalen Gesundheitssystem ist mir ein Fehler unterlaufen, den ich gerne korrigieren möchte: In der Liste der Mitglieder unserer Arbeitsgruppe Versicherungen habe ich leider Carlo Ritzerow nicht erwähnt. ■



Daniel Delmée



L'Assemblée Générale et le repas de l'AIACE-section Luxembourg : vive le présentiel !

C'est en présence de la Présidente de l'AIACE internationale, Dominique Deshayes, que s'est tenue l'Assemblée générale de l'AIACE-section Luxembourg, le 31 mars 2022, dans un hôtel situé en périphérie de la capitale luxembourgeoise. Convivialité et rigueur d'analyse étaient les maîtres mots ! Des gestionnaires du RCAM et des représentants du PE et de la Cour de Justice étaient également présents et ont apporté des réponses précises aux questions des participants. Last but not least, la nouvelle assistante sociale (Céline Watrinet), que la Cour de Justice a mise à la disposition des retraités de l'ensemble des Institutions résidant à Luxembourg à la suite d'un long combat mené par notre Section, nous a rejoints pour mieux expliquer son rôle et apporter les précisions demandées par certains membres de notre Association.

Si la pandémie a encore sévi une bonne partie de l'année 2021, touchant notamment le Café entre Anciens, les formations informatiques et les sessions EU-login, cela n'a pas empêché que le comité se réunisse régulièrement, que l'équipe sociale s'étoffe, que les comptes soient parfaitement tenus à jour, que le Bulletin soit publié, que la permanence du mercredi après-midi soit assurée, que le Guide du Pensionné, une mine d'or, sorte de presse et que le groupe « Voyages » concocte un joli programme pour les mois à venir ! Rien que cela !

Toute Assemblée générale digne de ce nom se termine par un bon repas. Il n'a pas été dérogé à la tradition. Buffet froid, buffet chaud et bonne humeur, tous les ingrédients étaient réunis pour faire de ces agapes une réussite ! Et réussies, elles le furent ! Quelques photos sont là pour en témoigner... ■



Vistor Madeira dos Santos

(Chefe das Operações da UE na Delegação de Cabul, de 2005 a 2007)

Uma narrativa de Cabul - O casamento afegão

Os dois anos que passei em Cabul, entre 2005 e 2007, tiveram momentos surpreendentes – bons e maus – mas alguns ficaram para sempre gravados na minha memória por refletirem uma diferença cultural tão profunda, uma mentalidade e comportamento tão diversos dos europeus, que os singularizou para sempre.

Mas primeiro deixem-me partilhar convosco algumas das razões para a minha escolha, naquela época bastante controversa, de concorrer a um posto num país que acabava de sair de uma situação de guerra, com um grau de destruição física e moral impressionantes.

O Afeganistão sempre me fascinou desde os tempos de juventude: O Hippy Trail dos anos 60/70, a mítica travessia da Ásia



overland, da Turquia até à Índia, passando pelo Irão, Afeganistão e Paquistão, era um objetivo que eu queria absolutamente alcançar. Infelizmente, quando me lancei nos preparativos da viagem depois de acabado o curso em 1980, as fronteiras ao longo da rota estavam todas fechadas após a revolução iraniana de 78, a invasão soviética do Afeganistão em Dezembro de 79 e a deterioração das relações entre o Paquistão e a Índia. Sem outra alternativa, voei directamente da Europa para a Índia, tendo ficado a frustração de não ter feito o caminho terrestre nem conhecido o Afeganistão.

Recentemente, ao rever o filme *Caravans* de 1978, baseado no romance homónimo de James A. Michener, com Anthony Quinn e a bela Jennifer O'Neill, veio-me à memória a minha insólita experiência de um casamento Pashtun, que vos passo a relatar.

Um agente local da Delegação, jovem e brilhante afegão de etnia Pashtun, anunciou que se ia casar e convidou-me a mim, a outra colega europeia e a outros agentes locais afegãos para a cerimónia.

Para vos situar, importa referir que, para um afegão se poder casar em idade jovem, a família do noivo necessita de ter recursos suficientes para mobilizar as avultadas somas necessárias para convidar para as núpcias um grande número de familiares e outros convidados, em alguns casos toda a tribo, e pagar o meher, o dote, geralmente em ouro e jóias, à família da nubente.

Os custos excessivos com os casamentos—que se tornaram numa verdadeira indústria—são para mim uma das explicações para o flagelo das núpcias de homens em idade bastante avançada (quando finalmente conseguem reunir o dinheiro necessário para se casarem) com mulheres jovens ou crianças, com o rosário de maus-tratos, violência doméstica e outras sevícias que daí podem resultar.

E assim, num domingo ensolarado, fui com os outros colegas da Delegação ao local da festa, um enorme Wedding Hall em forma de hangar com vários pisos, capaz de albergar simultaneamente múltiplos casamentos e centenas de convidados. Para minha surpresa, éramos de facto seguramente várias centenas para o mesmo casamento.

Os homens e as mulheres foram segregados logo à entrada e encaminhados para andares e salas diferentes. Os nubentes estavam na sala reservada às mulheres. Por isso, nem os pude cumprimentar nem conhecer a noiva.

As celebrações, que duraram várias horas, decorreram paralelamente em andares diferentes, um para as mulheres e outro para os homens, com bandas de música tradicional a tocarem ininterruptamente em cada sala.

No sistema social afegão, a mulher não tem uma vida social alargada fora do círculo familiar, por isso as festas de noivado e casamento transformam-se para elas em grandes acontecimentos sociais. A segregação entre sexos impediu-me de circular entre os dois andares e pouco mais pude que vislumbrar as suas roupas coloridas e

adornadas com espelhos e pedrarias, os penteados sumptuosos libertos dos véus, as jóias ricas e sofisticadas.

No enorme hangar reservado aos homens, decorado ao estilo de Bollywood, estavam dispostas dezenas de mesas redondas. A mesa reservada aos colegas do noivo podia sentar mais de vinte homens, estando as mesas principais, ao centro da sala, reservadas para os familiares masculinos dos nubentes. Pelas minhas contas, seriam mais de 500 homens, vestidos a preceito com os turbantes e as melhores vestes tradicionais.

Depois de separado da minha colega, eu era o único europeu na sala. Os colegas afegãos fizeram o possível por falar comigo em inglês e fazer-me sentir à vontade, mas o ambiente e a etiqueta eram realmente tão invulgares para um ocidental que me mantive atento e expectante.

Durante horas, grupos de homens formando círculos no meio da sala dançavam com vivacidade o que penso ser a dança Attan, tradicional das tribos Pashtuns, misturada com passos mais ocidentalizados. Estas danças entre homens foram animadas, ritmadas e sensuais.

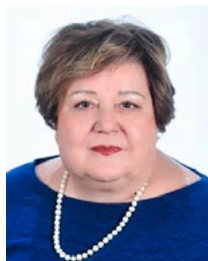
De repente, fez-se silêncio. Os dançarinos regressaram apressadamente às suas mesas e dezenas de empregados trouxeram a comida em enormes travessas redondas. A comida veio de uma só vez: o arroz Palaw, as Kebabs de carneiro com pão Nan, o frango Murgh, as almôndegas, saladas, fruta e doces, tudo misturado

na mesma travessa e servido abundantemente. Para beber: água, refrigerantes e muita Coca-Cola.

Em geral, os afegãos comem com muita rapidez e não fazem pausas nem distinção entre entradas, pratos principais e sobremesas. Nas mesas, comeram rapidamente e em silêncio, com a mão dextra, se bem que na minha houvesse talheres para o convidado ferenghi.

Foi tudo tão rápido e silencioso que, quando dei conta e olhei à minha volta, constatei perplexo que metade dos convivas ou já se tinha ido embora ou se preparava para sair. Não serviram nem chá nem café e a festa tinha acabado abruptamente. Ninguém se despediu e todos foram às suas vidas.

Sem saber o que fazer, dada a estranheza e o insólito da situação de ser um dos últimos convidados presentes, saí também rapidamente e sem me despedir. Nem vi a noiva, nem fui cumprimentar a família dos nubentes e agradecer o convite, como seria o preceito num casamento ocidental. ■



*Despina
Vamvakidou*

New administrative council

The Greek Section of AIACE organized on 16 March 2022 online elections for the renewal of its administrative council and of the other bodies provided in the statute. Out of the 295 members which had the right to vote, 93 took part in the General Assembly and the following voting. The composition of the new administrative council, which will undertake the realization of various activities of the section for the next 3 years, is as follows:

Chair - **Despina Vamvakidou**,
Vice Chairman- **Panos Karvounis**,
General Secretary - **Kiki Verli**,
Treasurer - **Christos Profilis**,
Member – **Panayotis Alevantis**

We did like the General Assembly through Internet, and we promise to organize other meetings in the same way.

LAST MINUTE REMARKS

The annual Assises meeting has come to a perfect end. To the satisfaction of all participants. A full report will be given in the next VOX

Το ελληνικό παράρτημα της AIACE οργάνωσε στις 16 Μαρτίου 2022 διαδικτυακές εκλογές για την ανανέωση του Διοικητικού του Συμβουλίου καθώς και των άλλων οργάνων που προβλέπονται από το Καταστατικό του. Από τα 295 μέλη του συλλόγου που είχαν δικαίωμα ψήφου, 93 μέλη έλαβαν μέρος στην Γενική Συνέλευση και στην ψηφοφορία. Η σύνθεση του νέου Διοικητικού Συμβουλίου, που θα αναλάβει την πραγματοποίηση των δραστηριοτήτων του συλλόγου για την επόμενη τριετία είναι :

Πρόεδρος – **Δέσποινα Βαμβακίδου**
Αντιπρόεδρος – **Πάνος Καρβούνης**
Γενική Γραμματέας – **Κική Βέρλη**
Ταμίας – **Χρήστος Προφίλης**
Μέλος – **Παναγιώτης Αλεβαντής**

Η Γενική μας Συνέλευση και η ψηφοφορία μας έγιναν διαδικτυακά. Θα προσπαθήσουμε να κάνουμε και άλλες εκδηλώσεις με αυτόν τον τρόπο.

ΤΕΛΕΥΤΑΙΑ ΣΤΙΓΜΗ ΠΡΙΝ ΤΗΝ ΕΚΤΥΠΩΣΗ

Το ετήσιο συνέδριό μας έληξε με μεγάλη επιτυχία. Στο επόμενο τεύχος θα γράψουμε περισσότερες λεπτομέρειες.



Franco Zampogna

Enquête AIACE-France

Mai – Juin 2021

Le comité de l'AIACE-France a souhaité lancer une enquête auprès des adhérent(e)s afin de couvrir les trois objectifs suivants :

1. Mieux cibler les besoins des adhérents en matière d'informations administratives et besoins en liaison avec les aides européennes destinées aux retraités ;
2. Mettre en évidence de nouveaux besoins en matière d'informations et d'assistance dans le présent contexte ;
3. Susciter de nouvelles vocations de bénévoles et faire appel aux nombreux talents de nos adhérents dans une perspective de partage.

L'enquête a rencontré un franc succès ; voici une synthèse des résultats les plus intéressants pour une publication de couverture européenne, comme le VOX.

Le Comité de l'AIACE-France remercie les adhérent(e)s qui ont répondu à l'enquête dont les résultats peuvent être considérés comme représentatifs de l'opinion générale des membres de l'Association.

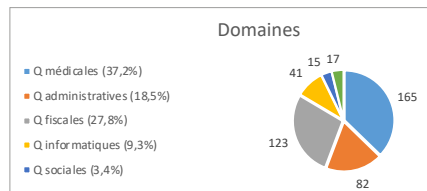
Identification

Au moment du lancement de l'enquête (mai 2021), le nombre total des adhérent(e)s était de 1380 unités. Nous avons reçu 235 réponses au questionnaire soit un échantillon de 17 %.

Parmi ses 235 réponses 30% étaient sur forme « papier » et 70 % sur forme électronique.

Contactes avec AIACE-France

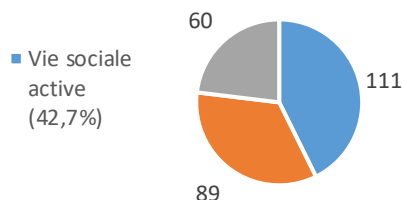
Les adhérent(e)s sont à 70 % membres d'autres associations et contactent l'AIACE-France via le site internet (41,1%) ou son secrétariat (26,5%) majoritairement mais aussi via un bénévole (17,3%) ou un autre membre de l'AIACE-France (15,1%). Les domaines qui suscitent l'intérêt et les questions des adhérents se répartissent de la façon suivante :



Le Vade-Mecum consultable sur le site de l'AIACE-France de plutôt bien connu et apprécié des adhérent(e)s et son utilité/clarté en général appréciées ; des suggestions sont fournies à travers les réponses du questionnaire afin de le rendre encore plus convivial.

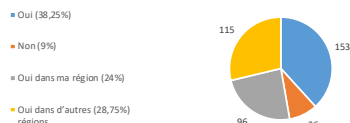
Concernant la vie sociale des adhérent(e)s nous pouvons remarquer une vie sociale plutôt active avec certes un impact dû aux confinements mais relativement contenu.

Vie sociale avant confinements

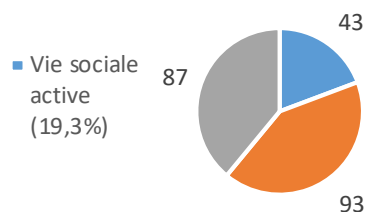


Il n'y a que 9% des adhérent(e)s qui ne connaissent pas d'autres adhérent(e)s ce qui montre que les liens avec les anciens collègues directs ou indirects restent solides dans le temps de la retraite.

Connaissez-vous d'autres adhérent(e)s ?



Vie sociale après confinements



La grande majorité (84%) connaît les délégués bénévoles de leur région et font appel à eux ou elles. Notons que 19,6% des adhérent(e)s seraient disposé(e)s à rejoindre l'équipe des bénévoles.

Les réponses aux questions ouvertes couvrent, entre autres, les domaines suivants :

Toutefois, une majorité (73,1%) déclare que les messages d'encouragement et de soutien de l'AIACE-France ont eu pour eux des effets bénéfiques, et ils ont contribué à se sentir moins isolé(e) pendant les confinements.

Encouragement AIACE-FR



- L'amélioration du site de l'AIACE-France ;
- Des propositions pour d'autres domaines d'intérêt ;
- Des propositions pour l'amélioration du Vade-Mecum ;
- De nouvelles initiatives attendues de la part de l'AIACE-France ;
- La satisfaction générale vis-à-vis de l'AIACE-France.

Le détail des réponses aux questions ouvertes ainsi que la présentation complète des résultats de l'enquête et de ses caractéristiques techniques sont disponibles sur le site de AIACE-France, <https://www.aiace-fr.eu/> ■



Celebrating Europe Day

The celebration of Europe Day this year has been marked by Ukraine's invasion. As it has become traditional, the starting point for the many events organized for this celebration was the solemn raising of the European flag. Madrid's Mayor, José Luis Martínez Almeida, as well as the Director of the Representation of the European Union at Spain, M^a Angeles Benítez, called for a strong defense and celebration of peace, freedom and diversity, the values uniting European citizens. The Ambassador of France Jean-Michel Casa and Ignacio Salafranca representing the European Movement also intervened among others with vibrating words.

The closing event, in the evening, was a concert by the OJEM (Orquesta y Coro Juvenil Europeo de Madrid) and OLFM (Orchestrre des Lycées français du Monde). Madrid Auditorium was filled to the brim and the young and enthusiastic interpreters got a resounding ovation.

But the celebration was not only at Madrid. All over Spain, many events were organized to celebrate Europe and to express solidarity with Ukraine. One which got a special participation of AIACE was Europe Day at Estepona. This small town of the Costa del Sol is known for its European activities, which come to their highest point on May 9th.

The Mayor, José María García Urbano, presided an event in front of the Old City Hall in which a group of primary school children read a "Manifesto", written by themselves, in favour of the European Union and of its role to promote and safeguard peace in Europe.

During the morning, many Estepona schools received the visit of AIACE members who talked to pupils about the European Union and about their experience working in the different European Institutions. These "chats" were a good experience for our colleagues and for the children, and they will be kept for this celebration in the future. ■

As explained on VOX 121, AIACE-Spain decided to take on the challenge of producing a contribution to the Conference on the Future of Europe. We thought that our association, of former European civil servants who have contributed to forge the European project in the EU institutions, had an internal knowledge that we could put to good use with our contribution.

This contribution has now been finished and presented to the Management Boards of AIACE-Spain and of AIACE-International and it will be presented at the Loutraki Assises.

For those interested, it is available in Spanish and in English on at: <https://www.aiace-es.es/instituciones-europeas/conferencia-sobre-el-futuro-de-europa/>

RCAM/JSIS e Servizio Sanitario Nazionale: sono tra di loro incompatibili?

Nel corso dell'ultimo anno una vicenda che riguarda i dipendenti delle Istituzioni europee (in attività e/o in pensione) residenti in Italia è venuta a delinearsi e i cui risvolti sono ad oggi poco chiari e con possibili ricadute su altri paesi dell'Unione europea.

Si tratta dell'esclusione dal Servizio Sanitario Nazionale (SSN) italiano dei dipendenti delle Istituzioni UE regolarmente residenti in Italia.

Il problema, latente da tempo, si rivela in modo preoccupante con l'inizio delle vaccinazioni contro il COVID-19.

Perché?

I vaccini immessi per primi sul mercato (Astra-Zeneca e Pfizer) non dispongono di una regolare autorizzazione di mercato (quindi disponibili liberamente nelle farmacie), ma sono soggetti ad una autorizzazione di commercio condizionata (procedura CMA)¹ e disponibili solo attraverso il sistema sanitario pubblico. Per accedere ai vaccini attraverso il SSN è necessario essere provvisti di Tessera Sanitaria (TS). Una gran parte degli affiliati RCAM/JSIS non possiede tale documento e di conseguenza

non è loro concesso di accedere all'iscrizione per la vaccinazione. Coloro (una minoranza) che sono in possesso di tale tessera si vedono recapitare (da alcune amministrazioni regionali) delle lettere di revoca della TS.

Senza TS non si può accedere alle cure presso le strutture sanitarie pubbliche, fatto salvo gli accessi alle cure presso il Pronto Soccorso, per situazioni di emergenza medica.

A seguito di queste vicende, i servizi della Commissione europea (DG HR / PMO) hanno iniziato delle trattative con l'amministrazione nazionale italiana (in particolare con il Ministero della Salute e con le amministrazioni regionali che contano il maggior numero di dipendenti UE, Lombardia, Piemonte, Emilia Romagna, Toscana e Lazio) nell'intenzione di giungere ad un accordo per poter dotare il personale UE (in Italia) di una TS "speciale", che consentirebbe l'accesso ai servizi sanitari pubblici con addebitamento al paziente, ai prezzi fissati dal servizio pubblico.

AIACE, che ricordiamo ha un contratto di partenariato con la Commissione, ha richiesto, ai servizi della Commissione

coinvolti, informazioni sul possibile accordo e l'apertura di un dialogo sociale, per altro previsto dalla prassi Commissione-Rappresentanze del personale ivi compreso AIACE, tale da permettere un'analisi approfondita e accurata e la possibilità di fornire commenti e raccomandazioni. Tale dialogo sociale finora non è stato accordato, quindi di fatto rifiutato, e sono state indette brevi riunioni "informative" per illustrare le finalità, senza fornire dettagli sui possibili contenuti di un accordo e senza alcuna possibilità di contraddittorio.

Vale la pena ricordare che il SSN italiano è un sistema sanitario "universalistico" (detto modello Beveridge, dal nome del suo creatore, Lord William Beveridge, alla base del sistema NHS britannico) e viene finanziato attraverso la fiscalità², alla quale tutti i residenti contribuiscono. Il suo accesso, regolato dall'articolo 32 della Costituzione Italiana, viene garantito a tutti i cittadini, italiani e stranieri, residenti nel territorio nazionale.

Il sistema RCAM/JSIS, definito come sistema primario dai nostri stessi servizi, non viene mutualmente riconosciuto come sistema equivalente ad

1 Questa autorizzazione certifica che la sicurezza, l'efficacia e la qualità del vaccino sono comprovate e che i benefici del vaccino sono superiori ai rischi, consentendo nel contempo agli sviluppatori di presentare dati supplementari sul vaccino anche dopo l'autorizzazione all'immissione in commercio (contrariamente alle autorizzazioni normali, per le quali tutti i dati devono essere presentati prima del rilascio). Cfr: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/it/qanda_20_2390

2 Si veda la spiegazione sul finanziamento alle pagine https://www.camera.it/leg17/561?appro=app_la_composizione_dei_finanziamenti_del_fabbisogno_sanitario_nazionale#:~:text=Lgs.,e%20la%20compartecipazione%20all'IVA e https://www.salute.gov.it/portale/temi/p2_6.jsp?id=4752&area=programmazioneSanitariaLea&menu=d

un servizio sanitario nazionale all'interno dei paesi UE (lo speciale status giuridico di questo regime di assicurazione sanitaria fa sì che non sia incluso nel Regolamento (CE) No. 883/2004 sul coordinamento dei sistemi della sicurezza sociale, completato dalla Direttiva 2011/24/UE del Parlamento europeo e del Consiglio)³.

I servizi della nostra amministrazione ci hanno informato che non si può godere dell'accesso a due sistemi primari ed allo stesso tempo con il solo RCAM/JSIS non si può accedere a:

- servizi sanitari pubblici (ospedali)
- cure palliative
- farmaci (e vaccini) accessibili solo se in possesso di TS, come alcuni medicinali salvavita

AIACE⁴ ritiene che qualsiasi accordo tra la Commissione/PMO e i servizi sanitari nazionali degli Stati membri debba rispettare i seguenti principi:

1. Pieno mantenimento delle caratteristiche del RCAM/JSIS, cioè universalità e libera scelta del medico e delle strutture di cura;

2. Pieno accesso senza alcun contributo aggiuntivo dei membri e dei beneficiari del RCAM/JSIS ai servizi sanitari pubblici nazionali all'interno dei 27 Stati membri alle stesse condizioni di fatturazione e qualità dei servizi dei residenti nazionali;
3. Applicazione ai residenti affiliati e beneficiari del RCAM/JSIS dei diritti costituzionali e della legislazione nazionale più favorevole ai residenti nazionali.

Le condizioni di rimborso del RCAM e in particolare la fissazione di massimali per alcune prestazioni devono essere adattate in conformità con i principi di cui sopra, lo statuto e i regolamenti comuni, le DGE e, se del caso, gli accordi conclusi in ogni Stato membro, garantendo che qualsiasi accordo con l'uno o l'altro Stato membro sia basato su questi principi comuni.

Occorre considerare inoltre che l'introduzione di un accesso privilegiato al SSN ai soli affiliati RCAM/JSIS residenti in Italia (tanto più se in un limitato numero di regioni) introdurrebbe una disparità di trattamento nei confronti degli altri affiliati non residenti, contrario ai principi di base del nostro regime che ignorano la nozione di residenza.

Conclusioni

Anziché garantire un accesso alle condizioni restrittive presentate sopra, la Commissione europea dovrebbe esigere dall'amministrazione italiana il pieno rispetto dell'accesso al SSN agli affiliati e ai beneficiari del RCAM/JSIS, alle condizioni menzionate dall'AIA-CE ai punti B e C precedenti, nel rispetto della direttiva 2011/24/UE del Parlamento europeo e del Consiglio.

Questo approccio, universale e consensuale, sarebbe in linea con il libero accesso concesso agli affiliati del RCAM/JSIS ai sistemi sanitari pubblici nazionali degli altri 26 Stati membri dell'UE.

Inoltre, non introdurrebbe alcun precedente che potrebbe mettere in discussione la legislazione nazionale di alcuni Stati membri, legislazione favorevole sia agli affiliati RCAM/JSIS interessati che all'equilibrio finanziario del sistema stesso.

Ci auguriamo che i servizi della Commissione ascoltino al più presto le nostre voci e che insieme si possa collaborare per il raggiungimento di obiettivi comuni, nell'interesse del personale delle Istituzioni UE e del bisogno primario dell'assicurazione alla salute.

3 Cfr. <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2004R0883:20110111:IT:PDF> e <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/IT/TXT/PDF/?uri=CELEX:32011L0024&from=it> Il regolamento 883/2004 stabilisce che i beneficiari sono coperti dalla legislazione di un paese e pagano i premi in quel paese. Gli enti che amministrano la sicurezza sociale decidono da quale giurisdizione sono coperti (principio della legislazione unica applicabile). Il sistema RCAM/JSIS corrisponde ad un'assicurazione sanitaria, legalmente coperta dal PPI, e non fa parte di questo coordinamento UE. Peraltro, esso prevede esplicitamente il principio di complementarità con i regimi pubblici nazionali dell'UE, e quindi con il SSN IT (cioè l'obbligo, in determinate situazioni, per gli aventi diritto di ricorrere al sistema sanitario pubblico nazionale per ottenere il rimborso delle prestazioni).

4 Nel frattempo, si sono costituiti dei gruppi spontanei di dipendenti UE (come Articolo32) che reclamano principi equiparabili

RCAM/JSIS and the Italian Health Service: are they incompatible?

Over the last year, an issue concerning employees of the European institutions (active and/or retired) residing in Italy has emerged, the implications of which are still unclear and may have repercussions on other EU countries.

It concerns the exclusion from the Italian National Health Service (SSN) of employees of EU institutions who are legally resident in Italy.

The problem, which has been latent for some time, is now becoming worryingly apparent with the start of vaccinations against COVID-19.

Why?

The vaccines first placed on the market (Astra-Zeneca and Pfizer) do not have a regular market authorisation (and are therefore freely available in pharmacies), but are subject to a conditional marketing authorisation (CMA procedure)¹ and only available through the public health system. Access to vaccines through the SSN requires a Health Insurance Card (TS – Tessera Sanitaria). A large

proportion of RCAM/JSIS members do not have such a document and are therefore not allowed to register for vaccination. Those who do have this card (a minority) are sent (by some regional administrations) letters revoking the TS.

Without the TS, it is not possible to access treatment at public health facilities, except for access to treatment at the first aid for medical emergencies.

Following these events, the services of the European Commission (DG HR / PMO) started negotiations with the Italian national administration (in particular with the Ministry of Health and the regional administrations with the highest number of EU staff, Lombardy, Piedmont, Emilia Romagna, Tuscany and Lazio) with the intention of reaching an agreement to provide EU staff (in Italy) with a 'special' TS, which would allow access to public health services at prices set by the public service and charged to the patient.

AIACE, which has a partnership contract with the Commission, asked the

Commission departments involved for information on the possible agreement and the opening of a social dialogue, which is also provided for in the Commission–Staff Representations practice, including AIACE, so that a thorough and accurate analysis could be carried out and comments and recommendations could be made. This social dialogue has so far not been agreed upon, thus de facto refused, and short 'information' meetings have been called to explain the aims, without giving details of the possible contents of an agreement and without any possibility of contradiction.

It is worth recalling that the Italian SSN is a 'universalistic' health system (also known as Beveridge model, named after its creator, Lord William Beveridge, at the basis of the British NHS system) and is financed through taxation², to which all residents contribute. Its access, regulated by Article 32 of the Italian Constitution, is guaranteed to all citizens, Italians and foreign nationals, residing in the national territory.

1 Such an authorisation ensures that the safety, efficacy and quality of the vaccine is demonstrated and that the benefits of the vaccine outweigh its risks, whilst at the same time allowing the vaccine developers to submit additional data also after the marketing authorisation (contrary to a normal marketing authorisation where all data are submitted before the authorisation is granted). See: https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda_20_2390

2 See the explanation on financing at https://www.camera.it/leg17/561?appro=app_la_composizione_dei_finanziamenti_del_fabbisogno_sanitario_nazionale#:~:text=Lgs,e%20the%20comparticipation%20in%VAT and https://www.salute.gov.it/portale/temi/p2_6.jsp?id=4752&area=programmazioneSanitariaLea&menu=d

The RCAM/JSIS system, defined as primary system by our own services, is not mutually recognised as an equivalent system to a national health service within EU countries (the special legal status of this health insurance scheme means that it is not included in Regulation (EC) 883/2004 on the coordination of social security, completed by Directive 2011/24/EU of the European Parliament and of the Council)³.

The services of our administration have informed us that we cannot have access to two primary systems and at the same time with only the RCAM/JSIS we cannot access

- public health services (hospitals)
- palliative care
- medicines (and vaccines) accessible only with TS, such as some life-saving medicines

AIACE⁴ believes that any agreement between the Commission/PMO and the national health services of the Member States must respect the following principles:

1. Full maintenance of the characteristics of the RCAM/JSIS, i.e. universality and free choice of doctor and treatment facilities;
2. Full access without any additional contribution of RCAM/JSIS members and beneficiaries to national

public health services within the 27 Member States under the same conditions of billing and quality of services as national residents;

3. Application of constitutional rights and national legislation more favourable to national residents to RCAM/JSIS members and beneficiaries.

The conditions for reimbursement by the JSIS and in particular the setting of ceilings for certain benefits must be adapted in accordance with the above principles, the common statutes and regulations, the GIPs and, where appropriate, the agreements concluded in each Member State, ensuring that any agreement with either Member State is based on these common principles. It should also be mentioned that the introduction of privileged access to the SSN only for RCAM/JSIS members resident in Italy (particularly if they are resident in a limited number of regions) would introduce unequal treatment with respect to other non-resident members, which is contrary to the basic principles of our system, which ignore the notion of residence.

Conclusions

Instead of granting access under the restrictive

conditions presented above, the European Commission should require the Italian administration to fully respect access to the SSN for RCAM/JSIS members and beneficiaries, under the conditions mentioned by AIACE in points B and C above, in compliance with Directive 2011/24/EU of the European Parliament and of the Council.

This universal and consensual approach would be in line with the free access granted to RCAM/JSIS members to the national public health systems of the other 26 EU Member States.

Moreover, it would not introduce any precedent that could call into question the national legislation of some Member States, legislation that is favourable both to the RCAM/JSIS members concerned and to the financial balance of the system itself.

We hope that the Commission services will listen to our voices as soon as possible and that together we can work towards common goals, in the interests of the staff of the EU institutions and the overriding need for health insurance.

3 See <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CONSLEG:2004R0883:20110111:EN:PDF> and <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32011L0024&from=en> Regulation 883/2004 states that beneficiaries are covered by the legislation of one country and pay premiums in that country. The bodies administering social security decide which jurisdiction they are covered by (principle of single applicable legislation). The RCAM/JSIS system corresponds to health insurance, legally covered by the PPI, and is not part of this EU coordination. However, it explicitly provides for the principle of complementarity with national public schemes in the EU, and thus with the Italian SSN (i.e. the obligation, in certain situations, for beneficiaries to use the national public health system to obtain reimbursement of treatments).

4 In the meantime, spontaneous groups of EU employees (such as Article 32) have formed, demanding comparable principles

Opening to Omnilateralism: Democratic governance for all, from local to global with stakeholders,

汎地球主義 全边主義

Wolfgang Pape

AuthorHouse UK, Bloomington 2021, 590 p., ISBN 978-1-6655-8213-1

With the pandemic's impact, we see the global world order now closer to breaking down. It is run as a multilateral system under the control of mainly Western nations. It is no longer fit for purpose. The most obvious demonstration of its failure is in the handling of that our pandemic, which literally means 'concerning all people.' An only 'many-sided' system based on narrow national interests struggles to overcome threats that affect all sides. Already in December 2019, an email from Taipei to the WTO in Genève informed the WHO of a new coronavirus coming from Wuhan. However, this first alert not sent by a member-“nation” of this only multi-lateral organisation was not accepted officially. Hence causing a time lag that has cost millions of lives and trillions of Euros in damages all over the world, continuing still now ... In addition, at the early height of this ongoing health crisis, in 2020 the narrow-minded nationalist leader of the richest country on earth had blocked its payment to the WHO, the global health body that is most urgently needed to fight the virus worldwide. Although at the same time the EU managed supra-nationally to buy corona vaccines for its member-states, it did — unfortunately — not manage to declare infection clusters

across internal borders like against the Mad Cow Disease some twenty years ago in Alsace. Can the experiences of the EU and other regional integration processes from ASEAN to African Union and Mercosur serve as stepping-stones for better global governance and reduce the sovereignty of the nation as a historic aberration?

At the global level, to renew order and to improve the lives of all citizens we must do two things. First, the system must be widened — a horizontal shift — to include the forgotten regions of Latin America and Africa; and to pro-actively incorporate the rising and risen continent of Asia, principally the civilisational powers of China, India and Japan (overlooking petty points like the latter's claim of having “culturally different snow” for different ski-standards ...). The West must learn to learn from the East and return the compliment to Asia which has been learning from the West for centuries, especially since the Industrial Revolution. It is time for us to connect and to incorporate the insights, experiences and ideas from all non-Western sources; and to share power more meaningfully than the system has so far allowed.



Our second shift should be vertical — to change the level and depth of political control and decision making; moving some powers up to global bodies and stakeholders; moving some down to the very local. Adapting at and beyond the national level. To refashion the concept and role of ‘we the people’ — deepening the idea of the monitoring of decision-making; and including qualified stakeholders beyond only decision-shaping. We need to move from purely quantitative representation to more qualitative processes, from counting votes towards convincing voices.

We must recognise that as more and more challenges traverse borders and increase in complexity, then democratic forms

must adapt. In short, the more complex and broader the issue, the less direct we need to make the governance structure. A direct democratic process may work well at a very local level where information is clear, immediate and easily shared; but it becomes problematic when we depend on distant, (a)social media of varying quality (GAFA or BATX), particularly facing complex problems like climate change or pandemics. Can you imagine a direct democratic decision, a global referendum of 8 billion people, on the Paris Climate Agreement and its long-term consequences? Similarly, policies that used to be driven at a national level — for example economic and financial management or basic scientific research — are increasingly transborder in scale and scope. Let us remember also myriad other concerns that span the world, such as the Internet and Outer Space. Political reflexes that may have served us well in the 19th or 20th century no longer look so well-tuned to the demands of the modern value chains of production, networks of finance or telecommunication. We need therefore to think more imaginatively about how we include all legitimate stakeholders and responsible citizens in a transparent and accountable fashion in the global system of the future.

Combining both these shifts and remembering Immanuel Kant’s “Allseitigkeit” I coined the all-encompassing term ‘Omnilateralism.’ It is a concept that seeks complementarity between Western and Eastern thought; it is founded upon respect for democratic processes at all levels of governance and the legitimate inclusion of people in the decisions that most affect them; and it is mindful of the role of technology and economic change that is transforming the context for our political action at various stages. Omnilateralism also deals with activities that are currently making headlines worldwide beside the pandemic, for example Chinese initiatives beyond borders (e.g. BRICS, BRI) and the younger generations’ voices against climate change (‘Fridays for Future’). Omnilateralism: omnibus for and by all, from all sides.

<http://omnilateralism.blogspot.com>
worfgang.pape@gmail.com

Note from the Editor: The author offers author prize with delivery in Brussels area



The platform economy in Europe.

Results from the second ETUI Internet and Platform Work Survey.

Agnieszka Piasna, Wouter Zwysen and Jan Drahekoupil

Platform economy generates huge turnover, low income and no new employment

According to the recent ETUI Internet and Platform Work Survey carried out by Ipsos in 14 European Union member states (Austria, Bulgaria, Czechia, Estonia, France, Germany, Greece, Hungary, Ireland, Italy, Poland, Romania, Slovakia and Spain), in 2021 almost 50 million Europeans used the internet as a source of income. Nevertheless, results demonstrate that such activities deliver only low income to workers with a huge turnover and short-hours jobs.

‘This cross-national survey collected information in 14 EU countries, covering 84% of the EU27 working age population. We used representative population samples which means that we can get insights into the extent that people in the EU use internet and digital labour platforms as a source of income. **This is the most updated and detailed analysis currently available** showing who carries out such activities, how much they earn and what hours they work.’

‘Results show that digital labour markets in the EU are considerable in size and that digital labour platforms represent only a small fraction of this market, suggesting a large potential for their future expansion. More importantly, however, we find that income in **this type of work is very low and it would position a worker who relied exclusively on them below the poverty line**. Even platform work performed on a weekly basis is usually only a side job providing supplementary income and only in about one-half of such cases is it performed for more than 20 hours per week.’

‘Our findings do not support optimistic expectations that the platform economy could offer solutions to people who do not have or are unable to get jobs in the traditional economy. **It is mostly workers with precarious offline jobs who engage in online labour markets, and they do not stay there very long**,’ said the three co-authors of the study, ETUI senior researchers, Agnieszka Piasna, Wouter Zwysen and Jan Drahekoupil



In memoriam | 1933 - 1992

Michel Carpentier

Hommage d'Alain Servantie, assistant de Michel Carpentier de 1987 à 1992.

C'est avec grande tristesse que nous avons appris, ce 13 février, le décès à Libourne de Michel Carpentier.

Michel Carpentier a joint la Commission d'EURATOM en 1959 en tant que responsable du service des achats et des marchés. En 1967, lors de la fusion des commission EURATOM, CEE et de la Haute Autorité de la CECA, il a rejoint la DG III (Affaires Industrielles, Technologiques et Scientifiques) comme Chef de la Division de la Politique industrielle dans les secteurs nucléaire et des technologies avancées.

En 1971, Altiero Spinelli, commissaire responsable de l'Industrie, lui proposa de s'occuper de l'environnement. Il rédige la première communication de la Commission sur l'environnement la même année. La Commission y affirmait que la prise en compte de l'environnement est « *une donnée indissociable de l'organisation et de la promotion du progrès humain* », dont la protection et l'amélioration sont présentées comme « *un véritable devoir de civilisation* ». L'appui obtenu au Conseil et au Parlement aboutit à la

création en 1972 d'un Service de l'Environnement et de la Protection des consommateurs, devenu Direction en 1973 et Direction Générale en 1981, avec Michel Carpentier à sa tête.

Le lancement de cette politique permet la rédaction et l'adoption, entre 1973 et 1981, de 60 directives au champ d'application très divers. Simultanément, M. Carpentier permet à la Communauté de jouer un rôle pionnier dans les activités internationales en matière de protection des mers et des fleuves. Parallèlement, il lance une politique de protection des consommateurs, visant en particulier à l'harmonisation de règles générales de protection des droits des consommateurs.

En 1981, Michel Carpentier est transféré à la DG Énergie, comme Directeur Général adjoint. Puis, en décembre 1982, le Vice-Président Davignon lui demande de coordonner la Task Force des Technologies de l'Information et de la Communication, qui venait d'être créée pour promouvoir des programmes européens dans le domaine des technologies avancées. En 1986, les services de la Task Force sont fusionnés avec la DG XIII (Télécommunications, Industries de l'Information, Innovation).

Après sa retraite, en 1995, M. Carpentier continuera ses activités avec le Conseil Économique et Social Français, l'Agence Européenne de la Commission -agence de la région Aquitaine, et le village de Moncarret, en Dordogne, où il s'était installé.

Selon plusieurs témoignages, Michel Carpentier était un vrai pionnier, un visionnaire. Il nous incitait à voir loin, dans le domaine de l'environnement puis de la société de l'information, prenant en compte les aspects humains, comme la protection des données et de la vie privée. C'était un vrai Européen, engagé, compétent, audacieux et persévérant, un travailleur infatigable, exigeant, *«a man of explosive energy and dogged determination with a marvellous sense of humour»*, selon Stanley Johnson. Il était d'une grande humanité et gentillesse avec ses collaborateurs, d'une grande patience pour partager son savoir et son enthousiasme et pour négocier un accord sur un texte.

Le Président Davignon a envoyé le message suivant : *« Quelle chance j'ai eue que Michel ait accepté de travailler au sein de la Commission. L'Europe et moi en particulier lui devons énormément. C'était un européen engagé, audacieux et persévérant. La DG XIII a bénéficié d'un directeur général hors pair. Merci »*.

In memoriam

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution
ALIMONAKI Helene	26/08/1943	01/09/2008	18/01/2022	PE
AMAR Jacqueline	26/04/1940	01/02/2002	05/03/2022	COM
AUBREE Maurice	04/08/1927	01/03/1990	11/03/2022	COM
AYMOND Monique	02/06/1935	01/07/1996	11/02/2022	COM
BALZ Werner	23/12/1931	01/01/1997	03/01/2022	COM
BARBIERI Sandro	20/07/1933	01/12/1997	19/04/2022	COM
BASILE Fedele	18/02/1948	01/01/2013	01/03/2022	COM
BEITEN Astrid	04/06/1943	01/12/1989	22/03/2022	COM
BELLETER Helena	12/07/1945	01/01/2002	03/04/2022	COM
BELLOUTI Ali	29/10/1942	01/11/2007	06/01/2022	ETF
BEVILACQUA Gaetano	23/07/1939	01/01/2000	24/03/2022	COM
BLAESSER Gerd	25/03/1933	01/04/1998	10/03/2022	COM
BOCK Adele	27/12/1926	01/11/1990	24/12/2021	PE
BONNEFOY-VACCARO Vincenza	16/11/1955	01/12/2015	02/03/2022	COM
BRAUN Astrid	16/10/1931	01/05/1993	11/12/2021	COM
BREES Paul	23/08/1943	01/06/2006	08/02/2022	PE
BRIZEE Johanna	27/05/1925	01/06/1985	09/03/2022	COM
BRUTEAU-VANDECAPELLE Viviane	15/10/1926	01/06/1990	21/04/2022	CM
BUCCARI Giorgio	10/03/1932	01/09/1994	21/12/2021	COM
BUCQUE Arthur	12/05/1925	01/09/1987	23/01/2022	COM
BURBAN HOFMANN EVELYN	19/03/1940	01/01/1996	18/03/2022	CC
BYRNE Francis	26/11/1945	01/01/2011	27/12/2021	COM
CAMPI Alessandro	05/06/1925	01/06/1982	22/01/2022	COM
CAMPLLONCH Jose	25/03/1946	01/11/2008	03/06/2021	CM
CANAS Jose	16/01/1953	01/02/2018	09/03/2022	EEAS
CANEPA Maria Cristina	22/07/1956	01/08/2021	14/02/2022	COM
CARDOSO Fernando	17/02/1955	01/11/2018	06/02/2022	COM
CARPENTIER Michel	23/10/1930	01/11/1995	13/02/2022	COM
CARRAZ Louis-Claude	16/01/1944	01/02/2009	30/01/2022	COM
CASTELLETTI-LIEBENWEIN Claudia	29/11/1936	01/09/1996	14/04/2022	COM
CERDENA SANTANA Asuncion	21/09/1958	01/03/2022	23/03/2022	COM
CERRINI Piergiorgio	08/08/1931	01/09/1996	09/02/2022	COM
COENJAARTS Giel	17/12/1938	01/01/1999	16/02/2022	COM
COLON MORALES JOSE	19/03/1958	01/05/2020	15/01/2022	PE
COMYN Gerard	01/01/1946	01/01/2010	31/01/2022	COM
CONFORTINI Alessandra	27/06/1947	01/07/2007	22/03/2022	COM
COSSE Jean	16/07/1931	01/08/1996	15/04/2022	COM
D'ALIMONTE Panfilo	05/04/1926	01/06/1989	20/02/2022	COM
DAXHELET Gustave	08/08/1940	01/04/2004	03/04/2022	PE
DE ALMEIDA Luis	18/07/1943	01/08/2008	01/04/2022	COM
DE KERCHOVE D'OUSSELGHEM Anne Isabelle	16/04/1962	01/08/2014	06/02/2022	COM
DE RYCK Freddy	16/04/1946	01/05/2011	05/03/2022	CM
DEIGNER Susanne	09/07/1943	01/08/2004	25/12/2021	COM
DEL GRANDE Angelo	24/09/1933	01/10/1998	10/03/2022	COM
DELVAUX Anne-Marie	21/04/1940	01/07/1994	12/01/2022	COM
DIAMANTOPOULOS Alkis	25/03/1962	01/05/2018	27/01/2022	EEAS
DOURDIL-DINIZ Alison	09/05/1945	01/06/2005	22/03/2022	CJ
DRAWIN Hans-Werner	21/01/1930	01/12/1994	01/04/2022	COM
DUMONT Marguerite	03/10/1935	01/11/2000	17/02/2022	CC
DUPRAT Anne	11/01/1937	01/06/1997	20/04/2022	COM
EGGERS Hellmut	17/07/1928	01/08/1993	05/01/2022	COM
ENTRINGER Henri	01/01/1930	01/09/1991	24/02/2022	COM
ERDINI Gabriella	08/05/1948	01/06/2007	03/04/2022	CM
FABRE Francis	01/06/1931	01/10/1995	24/02/2022	COM
FAMEREE-LAURENCIN Nelly	05/12/1926	01/01/1992	08/01/2022	CC
FLAMEN Paulette	18/07/1933	01/09/1994	20/12/2021	COM
FONDERIE Josine	16/06/1956	01/10/1998	28/11/2021	CM
FONRYN Frank	23/04/1972	01/07/2021	24/01/2022	TRA
FOURIAU Roger	10/03/1930	01/04/1995	26/03/2022	COM
GALLEZ Daniel	27/06/1948	01/06/2009	22/02/2022	COM
GARCIA-ARROYO Arturo	31/08/1937	01/09/2002	26/02/2022	COM
GARRET Francois	18/02/1927	01/03/1992	05/01/2022	COM
GILLIS Alain	18/03/1944	01/04/2009	06/02/2022	COM
GODIN Pierre	15/05/1952	01/09/2013	15/03/2022	COM
GOMMERS Peter	06/06/1931	01/07/1996	08/01/2022	COM
GONZALEZ-SANCHO Emilio	04/02/1942	01/01/2005	07/04/2022	CM
GOSETTI DI STURMECK Francesco	28/04/1948	01/10/2011	24/04/2022	EEAS
GRADELLA Renato	18/03/1942	01/03/1998	10/04/2021	COM
GRIGG William	26/09/1944	01/03/1987	23/01/2022	COM

In memoriam

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution
GRITTI Renato	06/08/1931	01/07/1996	24/03/2022	COM
GROUX Jean-Louis	17/09/1931	01/01/1987	07/03/2022	COM
GUINEE Willem	11/10/1930	01/01/1991	09/02/2022	COM
HAMILTON Patricia	05/11/1931	01/12/1996	05/04/2022	COM
HARDY Michael	30/01/1933	01/02/1998	08/01/2022	COM
HEGER Maisy	08/10/1944	01/01/2007	23/03/2022	PE
HENNINGSSEN Jorgen	07/06/1941	01/07/2006	22/11/2021	COM
HENSSLER Herbert	21/05/1935	01/04/1998	19/03/2022	COM
HENTEL Ingeborg	12/09/1929	01/09/1991	04/03/2022	COM
HOJ Per	01/06/1952	01/02/2017	25/03/2022	COM
HOLTZ Sigrida	25/04/1944	01/05/2009	14/04/2022	CM
HOOPS Hannelore	15/09/1931	01/07/1992	15/03/2022	COM
JOELS Richard	16/10/1951	01/11/2007	03/04/2022	COM
JOHANSEN Mogens	14/10/1945	01/10/2008	02/02/2022	CM
JOHNSON-RANDHOFER Eleonor	17/06/1947	01/07/2012	17/03/2022	COM
KAGEL Michael	09/12/1949	01/12/2013	09/02/2022	COM
KARAMITROS Evaggelos	14/07/1931	01/08/1996	17/02/2022	CM
KARPIOLA Paivi	19/06/1956	01/05/2015	22/01/2022	CM
KATSARAS Olga	17/01/1957	01/11/2016	06/01/2022	COM
KIEWIET Auko	05/02/1951	01/03/2016	11/03/2022	COM
KNAPPIK Peter	22/12/1937	01/01/1998	01/01/2022	COM
KOEHLER Eberhard	09/10/1944	01/11/2009	11/02/2022	DUB
KRALA Lucja	14/04/1947	01/05/2012	20/01/2022	COM
KRUSE Waltraut	23/04/1938	01/12/1987	12/02/2022	COM
LAGGIS Andreas	26/01/1950	01/03/2012	25/01/2022	COM
LANGÉ Julien	19/12/1931	01/09/1989	01/01/2022	COM
LARSEN Anne-Marie	17/03/1949	01/10/2011	04/03/2022	TRA
LAZUCKIEWIEZ Casimir	22/09/1958	01/04/2017	11/04/2022	PE
LEITH Klaus	20/09/1957	01/10/2017	03/04/2022	COM
LENHARD Claus	14/06/1949	01/07/2014	10/02/2022	CJ
LEONARD Jean-Paul	12/08/1947	01/03/2008	04/01/2022	PE
LEONARD Martine	24/04/1961	01/09/2019	01/04/2022	COM
LIPMAN David	19/05/1949	01/12/2013	07/02/2022	EEAS
LOMBA Jeanne	03/08/1933	01/09/1998	13/03/2022	COM
LUEDERITZ Magdalene	30/01/1936	01/01/2001	02/01/2022	COM
MALIKIOSSI Irene	20/02/1943	01/11/1995	06/02/2022	PE
MALZAHN Guenter	13/01/1936	01/02/2001	26/02/2022	COM
MANCINELLI Bruno	12/08/1942	01/07/2006	19/01/2022	COM
MANCINI Luciana	09/03/1941	01/05/1996	20/02/2022	COM
MARDAGA Jean	01/06/1928	01/07/1993	14/02/2022	PE
MARIOTTO Mario	24/08/1931	01/09/1996	22/04/2022	COM
MARTIN GOMEZ Pedro	13/11/1952	01/08/2015	17/04/2022	COM
MAST Johannis	04/05/1945	01/02/2010	24/12/2021	PE
MATTHES Heinrich	17/03/1934	01/04/1999	22/03/2022	COM
MAURY Charlotte	01/02/1930	01/03/1995	15/03/2022	COM
MC AULEY Hans	11/05/1947	01/11/2008	02/02/2022	CM
MC CLUSKEY Brian	11/06/1937	01/07/2002	02/04/2022	COM
MISEROCCHI Cesarina	01/11/1924	01/07/1983	18/03/2022	COM
MOLITOR Romain	22/01/1954	01/02/2013	28/01/2022	COM
MOLLER Otto	20/02/1943	01/01/2008	08/03/2022	COM
MOLSEN Wiebke	17/01/1935	01/09/1987	22/12/2021	PE
MONDO Tito	22/06/1929	01/07/1994	26/02/2022	COM
MONFORTE Arturo	04/03/1939	01/04/2004	26/12/2021	COM
MONTGOMERY Carole	01/07/2008	05/12/1947	23/01/2022	COM
MORTIER Gaston	25/04/1939	01/06/1990	23/03/2022	COM
MOTTET Emile	19/09/1932	01/10/1992	25/04/2022	COM
MUNCH Annette	26/05/1928	01/08/1988	03/02/2022	CJ
MUNSCH Fernand	07/02/1933	01/04/1990	11/04/2022	COM
NAHLER-ZANOS Elisabeth	18/11/1944	01/02/2009	13/11/2021	PE
NICORA Franco	10/05/1942	01/08/2007	25/03/2022	COM
OLENBORG Bjorn	22/09/1966	01/05/2021	17/02/2022	COM
OOSTHUIZEN Lieselotte	07/03/1939	01/12/1990	16/01/2022	COM
OUDAERT Joseph Aime	27/12/1944	01/01/2005	10/01/2022	COM
OVERLOOP HANSENS Marie-Jeanne	28/03/1936	01/01/1997	28/09/2021	COM
PERAZZOLO Leone	22/04/1930	01/01/1995	04/02/2022	COM
PHILIPPE JOSEPH	28/02/1937	01/10/1990	17/04/2022	PE

Nom, Prénom	Date de naissance	Date de pension	Date de décès	Institution
PICART Lisiane	06/05/1947	01/06/2014	13/03/2022	PE
POLVANI Riccardo	26/02/1933	01/03/1998	29/01/2022	COM
POULLET Pierre	04/07/1951	01/11/2012	15/02/2022	PE
PRINS Herman	11/08/1938	01/01/2000	12/02/2022	COM
PRIPLATA Marie Olga	01/09/1941	01/10/2006	20/04/2022	COM
QUIRINO Isabella	20/11/1938	01/05/1999	01/03/2022	COM
RATHMANN-RAMLOW Hans-Thomas	09/03/1955	01/06/2018	27/01/2022	EASA
RAUH Frank	17/04/1942	01/05/2002	29/03/2022	COM
RAVARANI Norbert	20/10/1952	01/11/2014	26/12/2021	COM
REIJNERS Jozef	22/01/1937	01/12/1990	03/01/2022	CC
REMIGY Anne	29/09/1930	01/10/1995	12/03/2022	PE
RIVIERE Jacqueline	06/05/1936	01/09/1996	04/03/2022	COM
ROCCO Paolo	03/02/1935	01/01/2000	29/03/2022	COM
RODRIGUEZ FEO Maria Cruz	03/05/1947	01/04/2011	07/04/2022	COM
ROESCH Felicitas	12/07/1935	01/08/1995	29/03/2022	PE
ROMANAZZI Giuseppe	06/08/1940	01/10/1990	15/01/2022	PE
RONCHAIL Tino	07/03/1933	01/06/1996	28/01/2022	PE
ROSSI Valerio	09/02/1940	01/03/2005	15/03/2022	PE
RUNDEGREN Hans	02/11/1948	01/01/2011	13/03/2022	COM
RYBA Barbara	10/01/1944	01/11/1996	14/12/2021	CM
SABBATINI Franca	18/03/1946	01/01/2008	09/02/2022	CJ
SANDBERG Eva	20/05/1947	01/06/2012	07/02/2022	ECHA
SANTANGELO Maria	09/11/1929	01/02/1991	09/02/2022	COM
SCHIEFLER Micheline	07/11/1934	01/03/1995	23/12/2021	COM
SCHMIDT Horst	09/05/1925	01/06/1990	22/12/2021	COM
SCHNABEL Willi	02/01/1942	01/04/2006	29/03/2022	COM
SCHUSTER Kurt	23/08/1939	01/06/2000	01/01/2022	COM
SEDDON Christina	13/06/1953	01/10/2008	27/01/2022	COM
SEGUSO Marion	15/12/1929	01/01/1995	28/12/2021	COM
SERVAIS-HOUCHARD Anne	27/10/1954	01/12/1997	10/02/2022	COM
SIKSTROEM Matti	28/11/1947	01/06/2008	28/12/2021	COM
SIMEONE Enrique	24/10/1958	01/12/2020	24/03/2022	COM
SIMONS Titanne	17/12/1955	01/09/2000	03/03/2022	COM
SPERLING Christiane	06/06/1944	01/09/2007	17/02/2022	COM
STRUB Rosemarie	31/01/1948	01/01/2012	06/04/2022	COM
STUDNICKOVA Blanka	10/06/1976	01/01/2018	24/03/2022	COM
TAMAGNINI Carla	02/01/1929	01/02/1994	03/04/2022	COM
TEKELNBURG ARIS	05/09/1968	01/01/2022	07/01/2022	CM
TEKELNBURG Aris	05/09/1968	01/01/2022	07/01/2022	CM
TER MEER Paul	11/02/1935	01/03/2000	07/01/2022	COM
THOMAS Erwin	13/06/1956	01/02/2017	22/12/2021	COM
THOMSEN Ove	02/11/1937	01/12/2002	14/04/2022	COM
THONUS Yvette	12/07/1940	01/08/2000	16/04/2022	COM
TORNER CARMEN Maria-Concepcion	08/03/1944	01/07/2003	10/02/2022	COM
TORRES SAAVEDRA Jose	09/11/1960	01/01/2022	19/03/2022	CES
TSOULADZE-VERDEAUX Madeleine	06/03/1922	01/04/1987	16/10/2021	PE
VAN CAUTER Carine	11/02/1958	01/03/2018	11/03/2022	COM
VAN GOOL Juliette	16/04/1926	01/05/1991	14/03/2022	COM
VAN HERPE-MIGNON Claire	21/01/1934	01/08/1983	30/12/2021	COM
VAN KERCKHOVEN Michel	07/02/1968	01/01/2022	03/02/2022	COM
VAN ONCKELEN Louis	21/09/1938	01/05/2001	28/01/2022	PE
VAN REENEN Gijsbertus	10/11/1927	01/07/1991	09/03/2022	COM
VAN WYMEERSCH Diane	21/03/1929	01/04/1994	25/02/2022	COM
VANAVERBEKE Nicole	22/12/1937	01/09/1998	20/02/2022	CJ
VANDERBRUGGEN Maurice	26/12/1935	01/01/1995	05/04/2022	COM
VANDELVELDE Stefaan	01/03/1951	01/05/2011	14/03/2022	COM
VERDIANI Daniele	14/02/1931	01/03/1996	28/02/2022	COM
VIESTI Anna	25/07/1951	01/11/1999	06/03/2022	PE
WALLET Claude	30/08/1932	01/02/1994	16/09/2021	COM
WAROQUIER-HICK Nelly	01/12/1943	01/06/2004	11/03/2022	PE
WIEKEN Albertha	24/02/1951	01/01/2015	20/02/2022	PE
WILS Marc	17/12/1956	01/01/2020	26/03/2022	COM
WINTER Rudolf	13/04/1939	01/09/2001	15/01/2022	COM
ZANATTA Yves	19/01/1947	01/01/2007	04/04/2022	COM
ZIMMER Balduin	20/06/1936	01/03/2004	11/04/2022	COM



AIACE

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FORMER STAFF OF THE EUROPEAN UNION**

DEMANDE D'ADHÉSION / MEMBERSHIP APPLICATION

(à ne compléter que si vous n'êtes pas encore membre/to be filled in only if you are not yet a member)

Nom et Prénom (+ Nom de jeune fille pour les femmes mariées):

Name and Forename (+ maiden name where applicable):

.....

N° de pension/*Pension Nr:* Nationalité/*Nationality :*

Date de naissance/*Date of birth :* Sexe/*Sex :* M F

Domicile (adresse complète/*Full home address:*

Rue/*Street*

N°/Nr Bte/*Box*.....

Code postal/*Postcode:* Localité/*Town:*

Pays/*Country:*

Téléphone/*Telephone:* GSM/*Mobile:*

Courriel/*Email:*

Demande à adhérer à l'AIACE par l'intermédiaire de la **Section (*)** / *I hereby apply for membership of AIACE through the national Branch :*

J'autorise / Je n'autorise pas l'AIACE à utiliser mon adresse de courriel pour l'envoi d'informations

I hereby give permission / I do not give permission to AIACE to use this email address to send me information

Dernière Institution dans laquelle vous avez travaillé/*Institution where this post was held:*

.....

Période de service/*Period of service:* Du/*From*au/*to*

Est-ce que vous avez une expérience/expertise particulière que vous souhaitez mettre à la disposition de l'AIACE si le besoin se présente? / *Do you have any particular experience or skill that you would like to offer to AIACE if the need arises?*

.....

Fait à/*Place* Date

SIGNATURE:

A RENVOYER A / PLEASE SEND TO:

- Par mail/By email : AIACE-GENERAL@ec.europa.eu (à l'attention de Fabrizio Gariazzo)
- Ou par courrier postal/Or by post :
AIACE INTERNATIONALE (Secretariat)
Commission européenne N-105 00/036
1049 Bruxelles-BELGIQUE

En signant le présent formulaire, vous marquez votre accord avec les termes de la Charte Vie privée de l'AIACE qui est disponible sur le site de l'AIACE *Internationale* (www.aiace-europa.eu) ou auprès du Secrétariat de l'AIACE Internationale.

By signing this form you agree with the terms of AIACE's Private Policy Charter which is available on the website of AIACE *international* (www.aiace-europa.eu) or can be obtained from the Secretariat of AIACE *International*.

(*) 15 Sections : Belgique/België – Danmark - Deutschland – Éire/Ireland - España - France – Ελλάς/Grèce - Italia – Luxembourg - Nederland – Österreich – Portugal – Suomi/Finland – Sverige - United Kingdom

Adresse administrative : Commission européenne, N105 00/036, 1049 Bruxelles, Belgique

Téléphone : ligne directe (+32-2)295.29.60 standard (+32-2) 299.11.11

Adresse électronique : aiace-int@ec.europa.eu Site Web: www.aiace-europa.eu

N° d'entreprise : 0408999411

SOUHAITEZ-VOUS CONTINUER À RECEVOIR LE VOX EN VERSION PAPIER?

Le magazine VOX est dorénavant envoyé par la poste uniquement aux membres de l'AIACE.

Il est également disponible en ligne sur le site web de l'AIACE Internationale: <https://aiace-europa.eu>, sous la rubrique 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

Si vous ne souhaitez plus recevoir le VOX en version papier, vous pouvez:

- envoyer un e-mail à la boîte fonctionnelle HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu et préciser votre nom, prénom et numéro de pension
- nous écrire à l'adresse suivante: AIACE internationale, Bureau N105 00/036, Commission européenne, 1049 Bruxelles, en précisant votre nom, prénom et numéro de pension

WOULD YOU LIKE TO CONTINUE RECEIVING THE PAPER VERSION OF VOX ?

VOX magazine is now sent by post to AIACE members only.

It is also available online on the AIACE International website: <https://aiace-europa.eu>, under 'Publications': <https://aiace-europa.eu/publications/>

If you no longer wish to receive the paper version, you can unsubscribe at any time by

- either sending an email to HR-AIACE-VOX@ec.europa.eu stating your name, surname and pension number
- or sending a letter to the following address : AIACE International, Office N105 00/036, European Commission, 1049 Brussels

Vous pourrez joindre le Secrétariat uniquement par téléphone: Le lundi et vendredi de 11h00 à 15h00 au +32 (0)2 295.29.60, le mardi et jeudi de 11h00 à 15h00 au +32 (0)2 299.05.58

*Les adresses emails ne changent pas :
aiace-int@ec.europa.eu et aiace-general@ec.europa.eu
(pour toute nouvelle adhésion)*

Pour votre sécurité mais aussi la nôtre et afin de ne prendre aucun risque, les pensionnés ne sont toutefois pas encore autorisés à se rendre au N105

AIACE international's secretariat is available only by phone Monday and Friday from 11.00 to 15.00 on +32 (0)2 295.29.60 - Tuesday and Thursday from 11.00 to 15.00 on +32 (0)2 299.05.58

*the email addresses do not change:
aiace-int@ec.europa.eu - aiace-general@ec.europa.eu
(for all new members)*

For your safety, but also for ours, and in order not to take any risks, pensioners are not yet allowed to enter the N105 building



Secrétariat de l'AIACE internationale
Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo



#StandWithUkraine